De nouveaux sommets

RAPPORT ANNUEL 2025

5N+

Producteur de confiance de semiconducteurs spécialisés de très grande pureté et de matériaux de haute performance

Partenaire de choix et chef de file sur des marchés diversifiés et en croissance

Stratégie axée sur les matériaux de pointe à valeur ajoutée qui constituent la partie critique des produits finaux de nos clients

Avantage sur le plan de l'approvisionnement grâce à une présence stratégique à l'échelle mondiale et à des capacités d'affinage en amont

Ressources en recherche et développement et expertise technique de premier ordre soutenues par des technologies exclusives et éprouvées

Notre avantage concurrentiel

Mission

Être essentielle à nos clients, offrir une culture prisée par nos employés et inspirer confiance à nos actionnaires.

Vision

Fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe.

Valeurs

Engagement

Amélioration continue

Orientation client

Santé et sécurité

Intégrité

Développement durable

2 Faits saillants financiers
4 Message du président du conseil d'administration
8 Message du chef de la direction
12 Aperçu de l'entreprise
18 Développement durable
20 Rapport de gestion
51 Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière
52 Rapport de l'auditeur indépendant
58 États financiers consolidés
101 Renseignements supplémentaires

Présence mondiale stratégique

7
centres de production sur trois continents

4
centres de R et D à l'échelle mondiale

850
employés

Fournisseur de premier plan de semiconducteurs spécialisés dans les marchés en forte croissance de l'énergie renouvelable, de l'énergie solaire spatiale ainsi que de la détection et de l'imagerie

Chef de file dans les secteurs des soins de santé, des produits pharmaceutiques et des matériaux techniques et de haute performance

Amérique du Nord

Montréal, Canada (siège social)
- Énergie renouvelable terrestre
- Imagerie et détection

Bridgeport, É.-U.
- Santé et pharmaceutique
- Matériaux techniques

St. George, É.-U.
- Énergie solaire spatiale
- Imagerie et détection

Europe

Heilbronn, Allemagne
- Énergie solaire spatiale
- Énergie renouvelable terrestre

Lübeck, Allemagne
- Santé et pharmaceutique
- Matériaux techniques

Eisenhüttenstadt, Allemagne
- Énergie renouvelable terrestre

Asie

Shangyu, Chine
- Matériaux techniques

Hong Kong, Chine

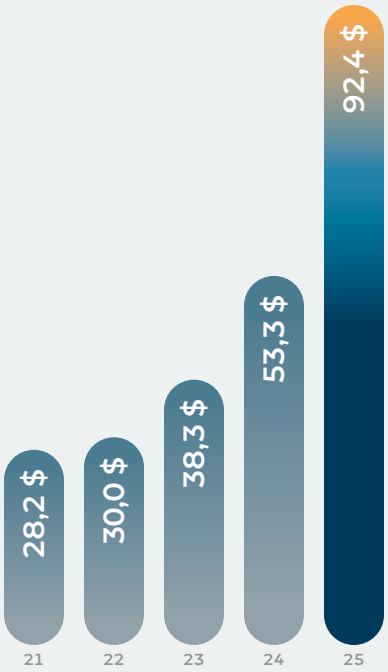
- Production de semiconducteurs spécialisés
- Production de matériaux de haute performance
- Recherche et développement
- Centres de vente

Faits saillants financiers

35 %
d'augmentation par rapport à l'exercice précédent

Produits

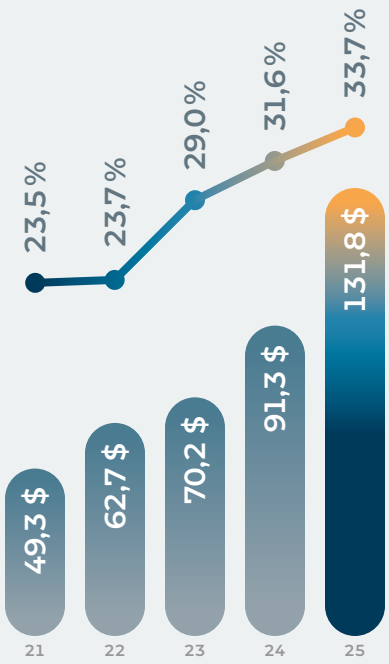
(en millions de dollars)



73 %
d'augmentation par rapport à l'exercice précédent

BAIIA ajusté[1]

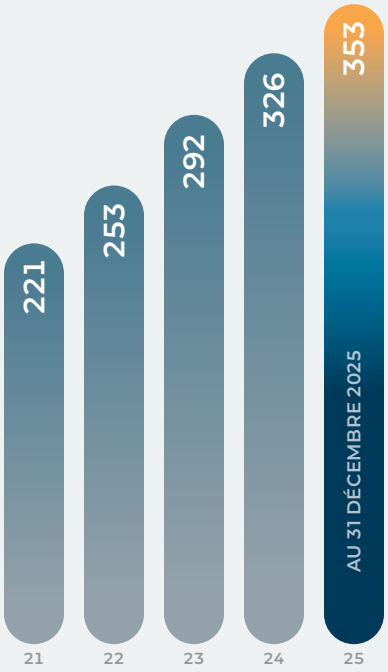
(en millions de dollars)



210
points de base d'amélioration par rapport à l'exercice précédent

Marge brute ajustée[1]

(en dollars et en pourcentage)



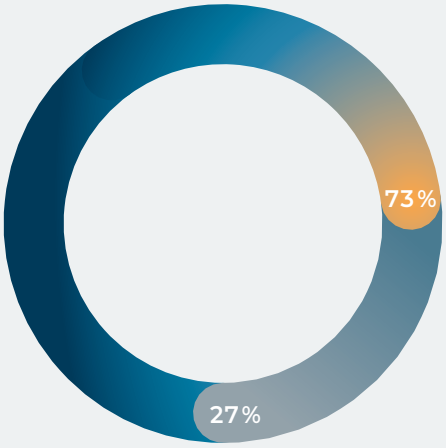
27
jours en hausse par rapport au 31 décembre 2024

Carnet de commandes[1]

(nombre de jours en fonction des produits annualisés du dernier trimestre)

(1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Pour plus de détails sur les mesures non conformes aux IFRS, y compris un rapprochement entre ces montants et les mesures conformes aux normes IFRS les plus directement comparables, se reporter à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, qui peut être consulté sur le site SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca.

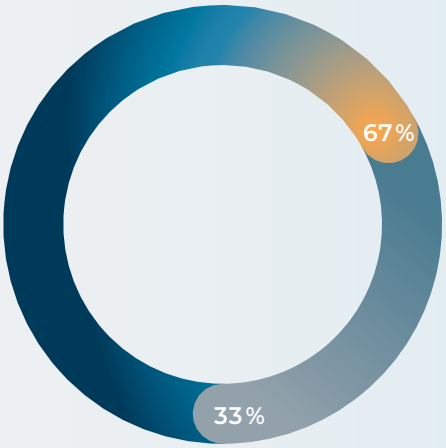
Tous les montants du présent document sont exprimés en dollars américains, à moins d'indication contraire.



Semiconducteurs spécialisés
285,4 M$

Matériaux de haute performance
105,7 M$

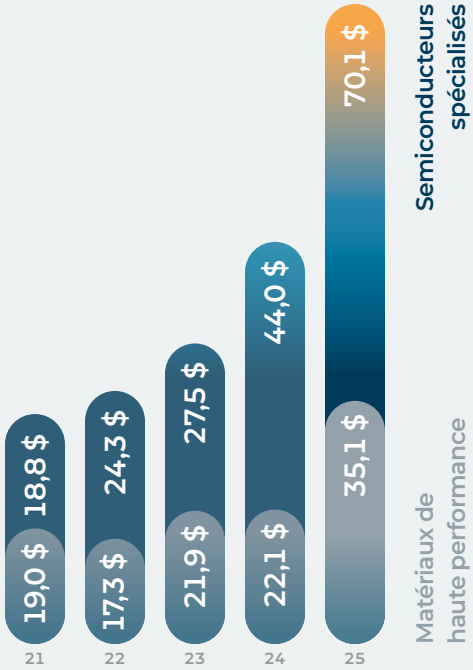
Produits sectoriels



Semiconducteurs spécialisés
70,1 M$

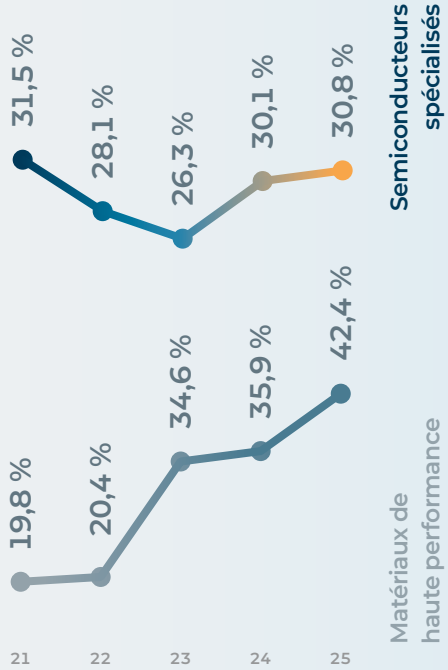
Matériaux de haute performance
35,1 M$

BAIIA ajusté sectoriel



BAIIA ajusté sectoriel

(en millions de dollars)



Marge brute ajustée sectorielle

(en pourcentage des ventes)

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aborder le prochain chapitre

Luc Bertrand
Président du conseil d'administration, 5N+

Au nom du conseil d'administration, je suis heureux de faire le point sur notre travail et de présenter notre point de vue sur les résultats exceptionnels obtenus par 5N+ au cours de l'année de son 25e anniversaire. Dans un environnement complexe, la surveillance exercée par le conseil joue un rôle essentiel, et nous demeurons pleinement engagés à soutenir le succès et la croissance à long terme de la Société.

Au cours de l'année 2025, nous avons été impressionnés par la façon dont la direction a su composer avec l'incertitude, tout en générant des résultats records sur plusieurs fronts. Cette performance est le reflet d'une stratégie claire et d'une exécution rigoureuse, ce qui a permis à la Société de tirer parti de la forte demande pour ses matériaux de pointe à valeur ajoutée, tout en mettant à profit ses capacités en matière d'approvisionnement et de fabrication. Cette dynamique s'est traduite par une augmentation importante de la valeur pour les actionnaires, comme en témoigne la croissance marquée de la capitalisation boursière au cours de l'année.

Parallèlement à la surveillance de la stratégie et de la performance financière, le conseil d'administration a continué de se concentrer sur la résilience et les pratiques de gouvernance. Qu'il s'agisse de cybersécurité, de développement durable, d'éthique ou de gestion des risques, nous veillons à ce que 5N+ dispose des outils nécessaires pour s'adapter à un contexte en rapide évolution, tout en maintenant des normes de gouvernance élevées.

Au cours de l'année 2025, nous avons été impressionnés par la façon dont la direction a su composer avec l'incertitude, tout en générant des résultats records sur plusieurs fronts.

La planification de la relève à la haute direction a également constitué une priorité du conseil et le plan amorcé à la fin de l'exercice précédent nous positionne favorablement pour l'avenir. Richard Perron, qui succédera à Gervais Jacques à titre de chef de la direction le 31 mai 2026, exerce depuis l'an dernier des responsabilités élargies à titre de président. Fort de plus de douze ans d'expérience au poste de chef de la direction financière, M. Perron a joué jusqu'à maintenant un rôle déterminant dans la redéfinition de notre stratégie et dans l'accélération de notre croissance. Le conseil d'administration a pleine confiance en sa capacité à diriger la Société avec succès dans la prochaine étape de son évolution.

En période de changement, la continuité demeure tout aussi importante. Nous sommes donc heureux que M. Jacques, administrateur depuis 2020, assume la présidence du conseil d'administration à titre de président exécutif à l'issue de son mandat de chef de la direction. Depuis sa nomination à titre de chef de la direction en 2022, il a mené avec succès l'intégration et la croissance d'AZUR Space, a fait progresser de manière significative notre transition vers les produits à valeur ajoutée et a renforcé la position de la Société à titre de partenaire de choix. Son expérience et ses perspectives de dirigeant lui seront précieuses dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités et contribueront grandement aux travaux du conseil.

Dans le cadre de cette transition, j'assumerai les fonctions d'administrateur principal indépendant. Ce fut un honneur pour moi d'exercer la présidence pendant plus de dix ans, et je me réjouis de pouvoir continuer à servir la Société dans ce rôle.

Le renouvellement du conseil d'administration est essentiel pour assurer une gouvernance efficace. Un renouvellement périodique nous permet de préserver notre indépendance et un juste équilibre entre la connaissance de la Société et l'apport de perspectives nouvelles, afin d'agir dans l'intérêt supérieur de la Société.

L'année qui vient de s'écouler a été déterminante pour 5N+, et je tiens à féliciter la direction et toute l'équipe pour leurs réalisations.

Je tiens à remercier Jean-Marie Bourassa, qui ne briguera pas un nouveau mandat lors de notre prochaine assemblée annuelle des actionnaires, pour sa contribution à la Société depuis sa fondation. Il a notamment siégé à titre d'administrateur indépendant et agi comme président du comité d'audit et de gestion de risques depuis 2007. Nous lui sommes profondément reconnaissants pour ses années de service, son implication et son engagement, ainsi que pour le rôle qu'il a joué dans l'évolution de 5N+ jusqu'à ce jour. Nous nous réjouissons d'accueillir prochainement un nouvel administrateur indépendant afin de pourvoir ce siège. Nous souhaitons également la bienvenue à Richard Perron au sein du conseil d'administration à la suite de sa nomination à titre de chef de la direction.

L'année qui vient de s'écouler a été déterminante pour 5N+, et je tiens à féliciter la direction et toute l'équipe pour leurs réalisations. Je remercie également nos actionnaires et nos clients pour leur confiance et leur soutien.

Alors que nous poursuivons notre progression, nous gardons à l'esprit que l'environnement demeurera exigeant et nous restons résolument concentrés sur nos responsabilités de surveillance et de gouvernance. Nous sommes également convaincus que le positionnement de la Société sur le marché, la pertinence de sa stratégie et la solidité de son leadership constituent des assises solides pour continuer de bâtir et de croître, au bénéfice de l'ensemble de nos parties prenantes.

Cordialement,

Luc Bertrand
Président du conseil d'administration

Conseil d'administration

Luc Bertrand
Président du conseil d'administration, 5N+
Québec, Canada
Administrateur depuis janvier 2016

Jean-Marie Bourassa
Administrateur de sociétés
Québec, Canada
Administrateur depuis décembre 2007

Blair Dickerson
Vice-présidente, Affaires publiques et corporatives canadiennes, Domtar
Ontario, Canada
Administratrice depuis février 2023

Gervais Jacques
Chef de la direction, 5N+
Québec, Canada
Administrateur depuis mai 2020

Andrée-Lise Méthot
Fondatrice et associée directrice, Cycle Capital
Québec, Canada
Administratrice depuis mai 2024

Comité de direction

Gervais Jacques
Chef de la direction

Richard Perron
Président et chef de la direction financière

Roland Dubois
Chef de la direction commerciale et vice-président directeur, Semiconducteurs spécialisés

Paul Tancell
Vice-président directeur, Matériaux de haute performance

De nouveaux sommets

Gervais Jacques
Chef de la direction

En 2025, 5N+ a atteint de nouveaux sommets en matière de performance. En nous appuyant sur nos forces, nous avons su évoluer avec assurance dans un environnement macroéconomique et géopolitique complexe, tout en profitant de la dynamique favorable unique qui anime nos secteurs.

Guidés par la mise en œuvre disciplinée de notre stratégie de croissance, nous avons mis à profit notre chaîne d'approvisionnement mondiale diversifiée, consolidé nos relations avec nos principaux clients et déployé du capital pour accroître notre capacité dans des marchés à forte croissance.

Cette approche s'est traduite par des résultats financiers records et par une reconnaissance accrue des marchés financiers. J'aimerais féliciter l'équipe de 5N+, qui a su répondre à l'appel et qui a réussi à faire de notre 25e anniversaire une année vraiment marquante!

Jalons financiers importants

En 2025, nous avons affiché des résultats financiers exceptionnels, soutenus par nos deux secteurs. Nous avons généré des produits de plus de 390 M$, soit une croissance de 35 % d'un exercice à l'autre, ce qui reflète la forte demande dans le secteur Semiconducteurs spécialisés ainsi que les prix favorables dans le secteur Matériaux de haute performance. Nous avons considérablement amélioré notre base de rentabilité en générant une croissance de 73 % du BAIIA ajusté, qui a atteint 92,4 M$, tout en augmentant les marges du secteur Matériaux de haute performance. Enfin, nous avons clos l'exercice avec un carnet de commandes entièrement rempli dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui témoigne une fois de plus de la solidité de nos marchés stratégiques.

Nos clients exercent leurs activités dans des secteurs qui redéfinissent l'économie mondiale et leurs besoins pour les matériaux de pointe que nous offrons ne cessent d'augmenter.

Ces résultats remarquables confirment la pertinence des décisions que nous avons prises au cours des dernières années pour améliorer notre trajectoire de croissance. Reconnus pour notre fiabilité, notre expertise prisée et nos capacités uniques, nous nous concentrons à présent sur les bons produits et les bons marchés.

Les marchés financiers ont pris acte de cette performance. Le cours de notre action a considérablement augmenté en 2025 et au début de 2026. Nous estimons que cette appréciation reflète la confiance accrue des investisseurs à l'égard de notre stratégie éprouvée et de notre capacité d'exécution. Forts de cette valorisation, nous avons intégré l'indice composé S&P/TSX et l'indice MSCI Canada Small Cap Index, augmentant ainsi notre visibilité auprès des investisseurs à l'échelle mondiale. Nous sommes également fiers de voir nos efforts reconnus par notre inclusion au palmarès TSX30 de 2025, qui met en lumière les 30 titres les plus performants à la Bourse de Toronto sur une période de trois ans.

Partenaire de confiance des acteurs transformant l'industrie

Grâce à une détermination inébranlable et à des investissements ciblés dans notre secteur Semiconducteurs spécialisés, nous avons renforcé notre position de fournisseur de choix à l'extérieur de la Chine. Nos clients exercent leurs activités dans des secteurs qui redéfinissent l'économie mondiale et leurs besoins pour les matériaux de pointe que nous offrons ne cessent d'augmenter, que ce soit dans les marchés de l'énergie renouvelable, de l'exploration spatiale ou de la défense nationale.

L'année dernière, nous avons renouvelé et élargi notre entente avec First Solar Inc., un chef de file de la technologie solaire établi aux États-Unis, en soutien à ses plans de croissance en matière de production nationale d'énergie solaire. Aux termes de cette nouvelle entente, nous augmenterons considérablement, sur plusieurs années, la production et la livraison de matériaux semiconducteurs en couches minces.

AZUR Space, établie en Allemagne, a continué d'élargir ses activités pour répondre à la demande mondiale sans précédent de cellules solaires de qualité spatiale. Cet élan se reflète dans la solidité de notre portefeuille de projets à long terme, allant au-delà de 2028. Pour répondre aux nouveaux besoins, nous avons augmenté de 30 % la capacité de production de notre installation située à Heilbronn en 2025, et nous prévoyons d'accroître encore cette capacité de 25 % d'ici la fin de 2026.

Situés à la croisée des infrastructures solaires destinées aux applications spatiales et de celles destinées aux réseaux publics, nous sommes idéalement positionnés pour approvisionner les industries critiques.

Au début de 2026, le département de la Défense du gouvernement des États-Unis nous a octroyé une subvention importante pour nous permettre d'élargir, sur une période de deux ans, les capacités de recyclage et d'affinage du germanium à nos installations de St. George, en Utah. Cette initiative nous permettra d'alimenter les chaînes d'approvisionnement en cristaux de germanium utilisés dans les secteurs de l'optique et de l'énergie solaire, notamment pour des applications d'imagerie, de détection et d'énergie solaire spatiale.

Notre secteur Matériaux de haute performance a également enregistré de solides résultats en 2025, confirmant la pertinence de notre orientation stratégique axée sur des produits clés dans les secteurs de la santé, des produits pharmaceutiques et des matériaux techniques. En tant que principal fournisseur mondial de produits chimiques et de composés à base de bismuth, nous avons pleinement tiré parti de la flexibilité de nos capacités d'approvisionnement et de fabrication pour améliorer les marges.

Tendances de croissance solide à long terme

Pour l'avenir, nous prévoyons que plusieurs des moteurs de croissance actuels continueront de soutenir notre dynamique en 2026 et par la suite. Situés à la croisée des infrastructures solaires destinées aux applications spatiales et de celles destinées aux réseaux publics, nous sommes idéalement positionnés pour approvisionner les industries critiques qui rendront possible l'adoption de l'intelligence artificielle à grande échelle.

L'évolution rapide des technologies d'intelligence artificielle entraîne un besoin accru de centres de données et de nouvelles sources d'énergie pour les alimenter. Aux États-Unis, où des milliers de centres de données sont en cours de construction ou en voie de l'être, la demande en énergie continuera d'augmenter. En dépit des changements de politiques, l'énergie solaire reste un élément essentiel dans l'équation, comme solution renouvelable, économique et rapide à déployer, et nous jouons un rôle clé au sein de cette chaîne de valeur.

Le secteur spatial connaît aussi une expansion structurelle. Les besoins en observation, en communications sécurisées et en données obtenues par satellite stimulent les investissements publics et privés. Notre technologie avancée en matière de cellules solaires fait de nous un partenaire naturel des principaux acteurs de ce marché.

Bien que des défis subsistent, nous les relèverons en nous appuyant sur des bases solides et une stratégie éprouvée.

Nous continuerons également d'être un partenaire de choix pour les matériaux de pointe utilisés dans les applications d'imagerie médicale et de détection, pour lesquelles une croissance soutenue à moyen et à long terme est prévue. Dans les domaines des soins de santé, des produits pharmaceutiques et des matériaux techniques, la croissance devrait demeurer globalement alignée sur celle du PIB, conformément aux tendances historiques.

Une transition harmonieuse à la direction

En 2026, nous achèverons la transition à la direction amorcée l'année dernière. Richard Perron, président depuis 2025 et chef de la direction financière depuis 2014, assumera les fonctions de chef de la direction au printemps.

Après une année exceptionnelle, M. Perron veillera à ce que nous maintenions résolument le cap sur la mise en œuvre de notre stratégie. L'accroissement discipliné des capacités, l'amélioration de la productivité et la recherche ciblée de possibilités de croissance comptent parmi les priorités de 2026. M. Perron connaît parfaitement la Société et a joué un rôle déterminant lors de sa réorientation stratégique. Il est donc le candidat tout désigné pour nous guider vers l'avenir.

Pour ma part, je continuerai d'œuvrer à la réussite à long terme de 5N+ en tant que président exécutif du conseil d'administration. Bien que des défis subsistent, nous les relèverons en nous appuyant sur des bases solides et une stratégie éprouvée pour atteindre une croissance et une rentabilité durables.

Pour terminer, je tiens à souligner l'engagement de nos employés, répartis sur trois continents, envers nos clients et notre stratégie de croissance. Je remercie également nos clients et nos actionnaires pour leur confiance et leur soutien indéfectibles.

Cordialement,

Gervais Jacques
Chef de la direction

Des matériaux de base pour de nombreux marchés finaux

Semiconducteurs spécialisés

Principal fournisseur des secteurs à forte croissance

Principaux produits

- Composés semiconducteurs à base de tellurure de cadmium
- Substrats semiconducteurs à base de germanium
- Métaux de très grande pureté
- Substrats semiconducteurs épitaxiés
- Cellules solaires et assemblages

Énergie renouvelable terrestre

Nous sommes un fournisseur de premier plan du secteur des énergies renouvelables, et nos semiconducteurs spécialisés sont essentiels dans la transition vers un avenir durable. Des gigawatts de panneaux solaires intégrant nos matériaux sont installés dans des projets à grande échelle et nos produits convertissent l'énergie solaire en énergie renouvelable, fournissant ainsi de l'électricité aux consommateurs partout dans le monde. Nos matériaux sont également utilisés dans des infrastructures de stockage d'énergie de prochaine génération.

Énergie solaire spatiale

Nos substrats de germanium de grande pureté et nos substrats semiconducteurs épitaxiés sont utilisés dans la fabrication de cellules solaires photovoltaïques à très haut rendement pour la production d'énergie solaire spatiale et des systèmes photovoltaïques à concentration. Nos matériaux sont fréquemment utilisés pour l'alimentation de satellites dans le cadre de diverses missions de mise en orbite terrestre basse (LEO), moyenne (MEO) et géostationnaire, ainsi que dans divers véhicules spatiaux.

Imagerie et détection

Nos matériaux sont utilisés pour fabriquer des détecteurs de radiation dans les applications médicales, infrarouges et d'imagerie terrestre pour le secteur médical, et les secteurs de la sécurité et de la défense, et contribuent à réduire l'exposition des patients aux rayons X et à assurer la sécurité des pays. Nous jouons un rôle clé dans la chaîne de valeur de production des nouveaux tomodensitomètres utilisant la nouvelle technologie Photon Counting Detector (PCD) appelée à remplacer les détecteurs à scintillation.

Matériaux de haute performance

Chef de file de longue date sur le marché

Principaux produits

- Produits chimiques et composés à base de bismuth
- Alliages à bas point de fusion utilisés dans le domaine de l'optique

Santé et pharmaceutique

Nous fabriquons des produits chimiques à base de bismuth, non-toxiques pour la santé humaine ou l'environnement, qui sont essentiels à la création de produits destinés aux soins quotidiens des êtres humains. Nos produits à base de bismuth sont utilisés comme ingrédients pharmaceutiques actifs dans les antiacides et les crèmes antibiotiques en vente libre, ainsi que dans diverses applications de produits cosmétiques.

Matériaux techniques

Que ce soit en tant que substitut pour les métaux lourds toxiques présents dans différentes applications ou en tant qu'alliages et produits chimiques spécialisés, nos matériaux techniques sont personnalisables et essentiels à un large éventail d'industries, de l'aviation à l'optique.

Un modèle d'affaires fondé sur les principes de l'économie circulaire

5N+ est un fournisseur intégré disposant de capacités d'affinage primaire et secondaire en amont ainsi que d'une expertise en matière de dépôt et de traitement de semiconducteurs en aval. Nous appliquons une approche fondée sur le cycle de vie pour nous approvisionner en matières premières et les gérer de manière responsable, et intégrons autant que possible les principes de l'économie circulaire.

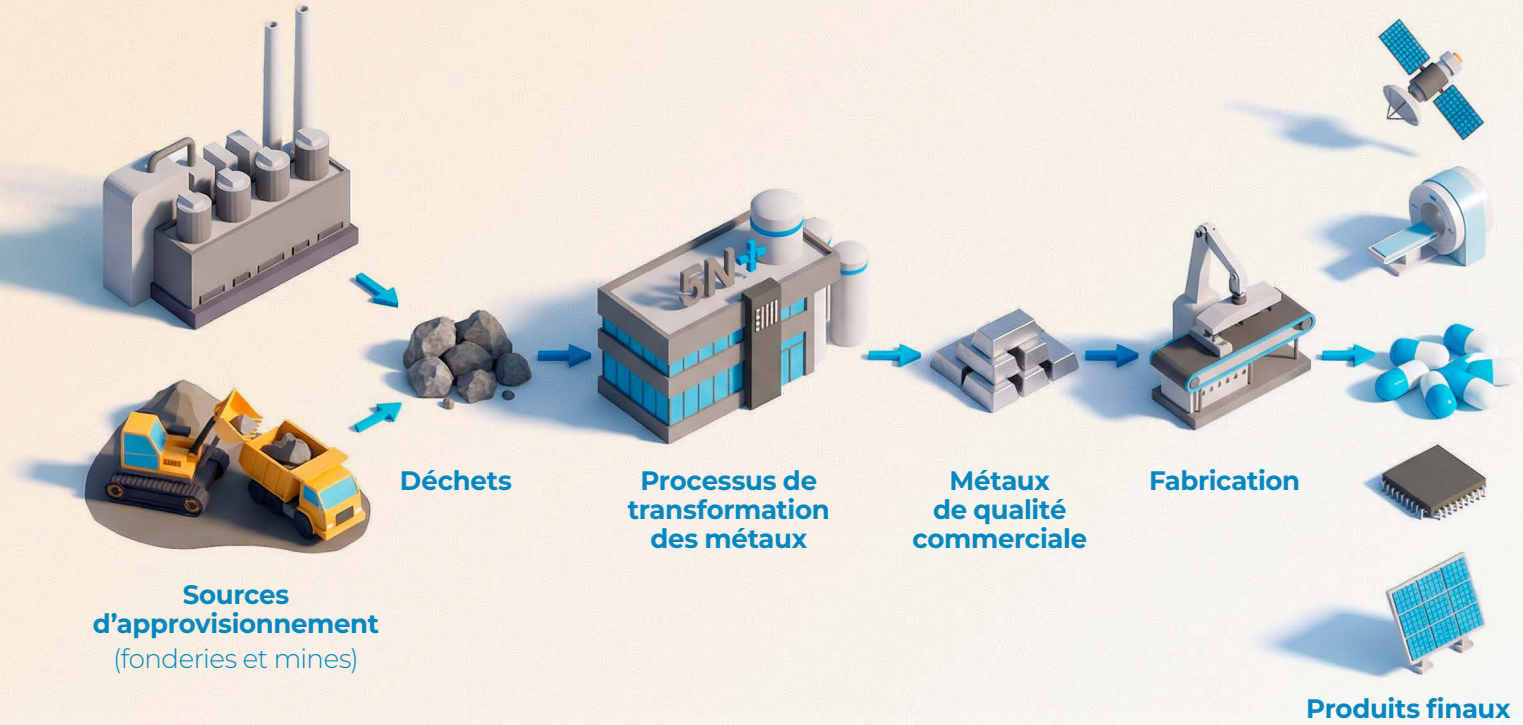
En amont, nous traitons des matériaux complexes et des concentrés à faible teneur en métaux pour récupérer des métaux critiques, tels que le cadmium, le zinc, le tellure, le germanium, l'indium et l'antimoine. Ces métaux sont ensuite soumis à un processus d'affinage secondaire permettant d'atteindre des niveaux de pureté élevés. Les matériaux ainsi obtenus sont commercialisés sous forme de métaux de haute pureté ou transformés en composés, substrats, alliages ou produits chimiques.

Plus en aval, nous appliquons des techniques de dépôt de semiconducteurs pour former des couches complexes de matériaux de type III-V sur des substrats, et avons recours à des procédés physiques et chimiques pour fabriquer des dispositifs photoniques et électroniques. Ces produits comprennent notamment des cellules photovoltaïques, des diodes électroluminescentes (DEL), des diodes et des récepteurs, livrés sous forme de composants nus ou d'assemblages intégrés, tels que des assemblages de cellules solaires spatiales et des puces encapsulées.

Notre modèle d'affaires

En amont

En aval



Engagement à respecter des normes élevées

Nous détenons plusieurs certifications, en lien avec différents aspects de nos activités, ce qui témoigne de notre engagement à respecter des normes élevées en matière de santé et sécurité, de qualité, d'énergie, d'environnement et de gestion des ressources, notamment les normes ISO reconnues à l'échelle internationale.

En plus de nos certifications ISO, les installations de Lübeck sont approuvées par la U.S. Food and Drug Administration (la FDA) et sont conformes aux exigences applicables aux bonnes pratiques de fabrication (les BPF). À Heilbronn, AZUR Space détient la certification EN 9100 (Système de management de la qualité dans le secteur aéronautique, spatial et défense). Les principaux produits destinés au secteur spatial sont conformes aux normes européennes (ECSS) et américaines (AIAA), et les produits de concentrateurs photovoltaïques sont fabriqués conformément aux normes de la Commission électrotechnique internationale (CEI).

	ISO 9001 Management de la qualité	**ISO 14001** Management environnemental	**ISO 45001** Management de la santé et de la sécurité au travail	**ISO 50001** Management de l'énergie
Eisenhüttenstadt Allemagne	●	●		●
Heilbronn Allemagne	●	●	●	●
Lübeck Allemagne	●			●
Montréal Canada	●	●	●	
Shangyu Chine	●	●	●	
St. George É.-U.	●			

Notre plan d'action en matière de développement durable

5N+ est résolue à poursuivre ses initiatives en matière de développement durable dans le but de créer de la valeur à long terme pour ses parties prenantes. Nos piliers et enjeux importants en matière de développement durable constituent la base de notre plan d'action :

Gouvernance	Environnement	Responsabilité sociale
• Gouvernance d'entreprise et gouvernance ESG • Éthique des affaires et conformité • Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement • Sécurité de l'information et confidentialité des données • Fiabilité, qualité et sécurité des produits • Création de produits durables	• Changements climatiques • Gestion de l'énergie • Gestion de l'eau • Gestion des déchets • Qualité de l'air • Gestion responsable des produits • Économie circulaire • Biodiversité	• Pratiques de travail • Gestion de la santé et de la sécurité • Développement des talents • Inclusion et diversité • Engagement communautaire

Pour en apprendre davantage sur nos priorités et nos pratiques relatives aux enjeux importants liés au développement durable, nous vous invitons à consulter notre dernier Rapport sur le développement durable :

Gouvernance – Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement

En tant que fabricant mondial de matériaux de pointe, nous nous procurons divers matériaux auprès de fournisseurs à l'échelle mondiale. Nous nous assurons d'entretenir des relations d'affaires à long terme avec nos fournisseurs, tout en renforçant nos initiatives de développement durable dans notre chaîne d'approvisionnement et en améliorant les mesures que nous prenons pour conclure des transactions éthiques et transparentes avec nos fournisseurs critiques. Depuis la récente mise en œuvre de notre Code de conduite des fournisseurs, nous intensifions nos efforts de mobilisation des fournisseurs de métaux critiques et d'atténuation des risques sociaux et environnementaux au sein de notre chaîne d'approvisionnement élargie.

Environnement – Changements climatiques et gestion de l'énergie

5N+ continue d'améliorer sa compréhension et son évaluation de l'incidence potentielle des risques physiques et de transition liés aux changements climatiques ainsi que de renforcer sa conformité aux normes de présentation de l'information reconnues. Nous nous efforçons également d'optimiser les processus, de mettre à niveau le matériel et d'adopter les meilleures pratiques opérationnelles pour uniformiser les améliorations de la performance énergétique, tout en maintenant notre conformité aux exigences réglementaires et notre leadership sectoriel en développement durable.

Environnement – Gestion responsable des produits

Chez 5N+, la gestion responsable des produits est au cœur de notre engagement à l'égard du développement durable, de la conformité réglementaire et des principes d'économie circulaire. Notre portefeuille de produits comprend des matériaux semiconducteurs et des composants, tels que des composés, des cellules solaires et des substrats, ainsi que des produits chimiques à base de bismuth, des métaux de grande pureté et des alliages à bas point de fusion. Nous gérons également les substances utilisées dans nos activités, comme des réactifs chimiques, des matériaux d'emballage et des lubrifiants. Notre approche privilégie un approvisionnement responsable et efficace en matériaux et la réduction de notre empreinte environnementale.

Responsabilité sociale – Gestion de la santé et de la sécurité

La santé et la sécurité de nos employés sont des priorités absolues, l'accent étant mis avant tout sur la prévention. Toutes nos installations de production sont exploitées conformément à un système de gestion de la santé et de la sécurité rigoureux, trois de nos sites détenant la certification ISO 45001. Notre système de gestion de la santé et de la sécurité repose sur six grands piliers : la culture, le leadership, les normes, la communication, les compétences et la gouvernance. Ces derniers forment un cadre de gouvernance et de reddition de comptes nécessaire pour assurer notre conformité aux règlements et aux meilleures pratiques, ainsi que pour leur mise en œuvre, leur surveillance et l'amélioration continue.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N+ ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (« Normes IFRS de comptabilité » ou « IFRS »), à moins d'indication contraire. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 24 février 2026, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales. Le « T4 2025 » et le « T4 2024 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2025 et 2024, et l'« E 2025 » et l'« E 2024 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2025 et 2024.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme certaines mesures financières non conformes aux IFRS, certains ratios financiers non conformes aux IFRS, certaines mesures de gestion du capital et certaines mesures financières supplémentaires, qui n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures financières et les ratios financiers non conformes aux IFRS comprennent : le carnet de commandes, les nouvelles commandes, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, les charges d'exploitation ajustées, le résultat net ajusté, le résultat de base ajusté par action, la marge brute ajustée, la marge brute ajustée en pourcentage, le total de la dette, la dette nette, le ratio dette nette/BAIIA, le fonds de roulement et le ratio du fonds de roulement.

Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour les définitions, d'autres informations et les rapprochements aux mesures conformes aux normes IFRS de comptabilité les plus directement comparables.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses que la Société juge raisonnables lorsqu'elles sont formulées, notamment que 5N+ sera en mesure de maintenir en poste et d'embaucher du personnel clé et de préserver les relations avec ses clients, ses fournisseurs et ses autres partenaires commerciaux; que 5N+ continuera de mener ses activités dans le cours normal des affaires; que 5N+ sera en mesure de mettre en œuvre sa stratégie de croissance; que 5N+ réussira à traiter les commandes de son carnet de commandes en temps opportun; que 5N+ ne subira pas de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement ou de perturbations importantes de l'approvisionnement en matières premières à des conditions concurrentielles; que 5N+ sera en mesure de générer de nouvelles ventes, de produire, de livrer et de vendre des produits aux volumes et aux prix prévus et de contrôler ses coûts; ainsi que sur d'autres facteurs jugés appropriés et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et ces hypothèses se révéleront exactes. Ces énoncés ne constituent pas une garantie du rendement futur, reposent sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : taux d'intérêt, monnaies étrangères, crédit, liquidité, conjoncture économique mondiale, activités internationales, notamment en Chine, ainsi que les mesures protectionnistes en matière de commerce et toute mesure de représailles de la part des pays concernés, réglementation environnementale, gestion des crises et des risques liés aux changements climatiques, facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), santé et sécurité, incertitude géopolitique, propagation de maladies, disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés, conventions collectives, litiges, stratégie de croissance de la Société, concurrence, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, protection des droits de propriété intellectuelle, valorisation des stocks, interruptions des activités, perte d'un client important, variations du carnet de commandes, acquisitions, défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques, protection des données, valeur de marché des actions ordinaires ainsi que subventions et autres programmes incitatifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 24 février 2026.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans les énoncés prospectifs du présent rapport de gestion se produiront ou, s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N+ pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N+.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont valables en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour ces énoncés prospectifs afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent rapport de gestion dans le but d'aider les investisseurs et autres personnes à comprendre certains éléments clés des résultats financiers attendus de la Société, ainsi que ses objectifs, priorités stratégiques et perspectives, et pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension de l'environnement dans lequel la Société prévoit exercer ses activités. Les lecteurs sont avertis que de telles informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Aperçu

5N+ est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N+ pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. 5N+, dont le siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Vision, mission et valeurs

La vision de la Société est de fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe, et son objectif est de propulser la croissance de ces marchés en concevant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, avec une attention particulière sur le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité.

Information sectorielle

Les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté[1], lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés compte tenu des produits et des charges du siège social de la Société.

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie, de cellules solaires destinées à des applications spatiales et d'assemblages. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé et de la production industrielle. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudre spécialisées sont regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) sont regroupés sous « Siège social ».

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Faits saillants de l'exercice 2025 et du quatrième trimestre de 2025

5N+ a connu un exercice record en 2025, atteignant de nouveaux sommets en matière de performance financière et opérationnelle, avec une croissance remarquable dans un environnement complexe. L'accélération de la croissance des produits et du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre, combinée à une expansion importante de la marge brute ajustée[1], témoigne de la mise en œuvre rigoureuse par la Société de sa stratégie axée sur les produits à valeur ajoutée dans les marchés finaux stratégiques et à forte croissance. Cette performance repose également sur la profondeur et la flexibilité de ses capacités en matière d'approvisionnement et de fabrication à l'échelle mondiale, ainsi que sur la solidité de ses relations stratégiques et durables avec ses clients.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

Soutenu par l'apport des secteurs Semiconducteurs spécialisés et Matériaux de haute performance, le BAIIA ajusté consolidé a atteint un niveau record de 92,4 M$ pour l'exercice 2025, ce qui représente une augmentation de 73 % d'un exercice à l'autre, dépassant ainsi les projections annuelles de la Société.

La forte performance du secteur Semiconducteurs spécialisés pour l'exercice 2025 confirme une fois de plus la position stratégique de 5N+ à titre de fournisseur de choix dans les marchés en forte croissance de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale. Pour l'exercice 2025, les produits se sont élevés à 285,4 M$, ce qui représente une augmentation de 41 % par rapport à l'exercice 2024, et la marge brute ajustée en pourcentage des ventes[1] s'est établie à 30,8 %, par rapport à 30,1 % pour l'exercice 2024. Pour l'exercice 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 59 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 70,1 M$, en raison de la hausse de la demande dans les marchés stratégiques, des prix plus élevés, nets de l'effet de l'inflation, et des coûts unitaires avantageux grâce aux économies d'échelle. Le carnet de commandes[1] du secteur Semiconducteurs spécialisés demeurait entièrement rempli à la fin de l'exercice, avec une demande s'étendant bien au-delà de 2026 dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale.

Tout au long de l'exercice 2025, le secteur Semiconducteurs spécialisés a franchi plusieurs étapes importantes dans ses marchés finaux clés. Une nouvelle entente d'approvisionnement élargie portant sur des composés de semiconducteurs spécialisés a notamment été conclue, selon des modalités favorables, avec son client stratégique établi aux États-Unis dans le marché de l'énergie renouvelable terrestre. Aux termes de cette entente, les volumes fournis en tellurure de cadmium ont été augmentés de 33 % pour la période de 2025 à 2026 et de 25 % pour la période de 2027 à 2028, comparativement aux niveaux prévus aux contrats antérieurs. Au cours de l'exercice 2025, la Société a également augmenté sa capacité de production de cellules solaires de 30 %, et a confirmé par la suite son intention d'accroître cette capacité d'un 25 % additionnel d'ici la fin de 2026 afin de répondre à la hausse de la demande contractuelle. Au début de 2026, la Société a annoncé que le gouvernement des États-Unis lui avait octroyé une subvention de 18,1 M$ US en vue d'accroître ses capacités et d'élargir son offre de recyclage et d'affinage de germanium pour pouvoir alimenter les chaînes d'approvisionnement en cristaux de germanium utilisés dans les secteurs de l'optique et de l'énergie solaire.

La position de chef de file de la Société en matière de produits à base de bismuth de grande qualité destinés aux secteurs de la santé et des matériaux techniques, combinée à la flexibilité de ses capacités d'approvisionnement et de fabrication, a permis au secteur Matériaux de haute performance de tirer parti des conditions de prix avantageuses et de générer de solides résultats pour l'exercice 2025, et ce, malgré des volumes plus faibles. Les produits pour ce secteur ont augmenté de 22 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 105,7 M$ pour l'exercice 2025. La position favorable des stocks, la combinaison de produits avantageuse, les prix plus élevés, nets de l'effet de l'inflation, et la hausse du coût des intrants de métaux ont eu une incidence favorable sur la marge brute ajustée en pourcentage des ventes, qui s'est établie à 42,4 % pour l'exercice 2025, comparativement à 35,9 % pour l'exercice 2024, ainsi que sur le BAIIA ajusté, qui a augmenté de 59 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 35,1 M$. À la fin de l'exercice, le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 175 jours de produits annualisés, en hausse de 71 jours par rapport à la fin du trimestre précédent.

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Tout au long de l'exercice, la Société a également continué de renforcer sa situation financière, améliorant le ratio dette nette/BAIIA[1], qui est passé de 2,02x à la fin de l'exercice 2024 à 0,54x au 31 décembre 2025.

Faits saillants financiers

- Pour l'exercice 2025, les produits ont atteint 391,1 M$, par rapport à 289,3 M$ pour l'exercice 2024, et ont augmenté de 44 % pour atteindre 102,0 M$ pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 70,9 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Ces augmentations s'expliquent principalement par la hausse des volumes dans le secteur Semiconducteurs spécialisés et une tarification plus élevée pour les produits dérivés du bismuth dans le secteur Matériaux de haute performance.

- Stimulé par la hausse des volumes dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale ainsi que par les meilleurs prix par rapport à l'inflation sur le marché de l'énergie solaire spatiale et celui des produits dérivés du bismuth, le BAIIA ajusté a atteint 92,4 M$ pour l'exercice 2025, soit une hausse de 73 %, par rapport à 53,3 M$ pour l'exercice 2024, et il a augmenté de 48 % pour atteindre 18,5 M$ pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 12,5 M$ pour le quatrième trimestre de 2024.

- Avantagée par les facteurs mentionnés ci-dessus, la marge brute ajustée a augmenté de 44 % par rapport à l'exercice 2024 pour s'établir à 131,8 M$ pour l'exercice 2025. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes a été de 33,7 % pour l'exercice 2025, par rapport à 31,6 % pour l'exercice 2024, et elle s'est établie à 29,1 % pour le quatrième trimestre de 2025, par rapport à 33,0 % pour le quatrième trimestre de 2024.

- Pour l'exercice 2025, le résultat net a été de 50,6 M$, comparativement à 14,7 M$ pour l'exercice 2024, le résultat net ayant été de 7,6 M$ pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 1,0 M$ pour le quatrième trimestre de 2024.

- Au 31 décembre 2025, le carnet de commandes se chiffrait à 394,9 M$, ce qui représente 353 jours de produits annualisés, en hausse de 42 jours par rapport au trimestre précédent.

- La dette nette[1] au 31 décembre 2025 s'établissait à 50,3 M$, par rapport à 100,1 M$ au 31 décembre 2024, en raison de la hausse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Le ratio dette nette/BAIIA de la Société s'établissait à 0,54x au 31 décembre 2025.

Perspectives

Pour 2026, 5N+ s'attend à ce que la demande dans le secteur Semiconducteurs spécialisés demeure soutenue par des tendances de croissance sous-jacentes à long terme persistantes, dont la demande accrue d'énergie solaire, stimulée en partie par l'essor de l'adoption de l'intelligence artificielle, et par la poursuite de l'expansion structurelle dans les domaines de l'observation spatiale, des communications par satellite et des applications de sécurité. En tant que principal fournisseur mondial, mis à part la Chine, de composés semiconducteurs spécialisés de très grande pureté destinés aux applications en lien avec l'énergie renouvelable terrestre et l'énergie solaire spatiale, la Société est bien positionnée pour continuer de profiter de la demande croissante.

Dans les marchés de l'imagerie et de la détection, la Société prévoit que les applications en lien avec la sécurité et la défense offriront des occasions de croissance à moyen terme, et que l'adoption progressive de technologies de détection avancées pour les applications médicales devrait générer des occasions de croissance à plus long terme.

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Dans le secteur Matériaux de haute performance, la demande dans les domaines des soins de santé et des produits pharmaceutiques, ainsi que pour les matériaux techniques, devrait demeurer globalement alignée sur la croissance du PIB, conformément aux tendances historiques. Après une année exceptionnelle pour les produits dérivés du bismuth, la Société s'attend à ce que les tendances en matière de marges se normalisent en 2026, en raison des pressions anticipées sur les coûts.

De façon plus générale, dans un contexte géopolitique et économique en constante évolution, la Société s'attend à ce que son environnement d'exploitation demeure complexe en 2026, en raison de la hausse des coûts des intrants et des coûts d'exploitation. Dans ces circonstances, la Société continuera de privilégier l'exécution rigoureuse de ses plans de croissance, notamment en augmentant et en adaptant ses capacités de production dans ses marchés stratégiques afin de répondre à la demande des clients, tout en améliorant la productivité et l'efficacité opérationnelle à l'échelle de ses activités. Elle entend également continuer d'explorer les possibilités de croissance qui lui permettront de renforcer davantage sa chaîne de valeur en matériaux de pointe et de consolider sa position de chef de file dans les marchés finaux en croissance.

Forte de son expansion dans les marchés finaux à croissance élevée, principalement dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, et d'après les contrats existants et la demande anticipée, 5N+ projette un BAIIA ajusté compris entre 100 M$ et 105 M$ pour l'exercice 2026, avec un apport plus important attendu au deuxième semestre de l'exercice.

Synthèse des résultats

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Produits	**101 968**	70 854	**391 062**	289 281
Charges d'exploitation ajustées[1]	**(83 518)**	(58 370)	**(298 619)**	(235 949)
BAIIA ajusté	**18 450**	12 484	**92 443**	53 332
(Charge) recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions	**(497)**	(309)	**1 429**	(906)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	**-**	-	**-**	2 089
(Dépréciation) reprise de dépréciation des actifs non courants	**(475)**	120	**(475)**	(2 706)
Coûts de mise en place du système ERP	**(586)**	-	**(1 245)**	-
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	**(313)**	(1 000)	**(1 313)**	(1 000)
Produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration	**969**	(769)	**969**	(1 790)
(Perte) profit de change	**(613)**	(286)	**720**	549
BAIIA[1]	**16 935**	10 240	**92 528**	49 568
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	**2 091**	2 446	**9 454**	9 169
Amortissement	**4 422**	4 373	**17 369**	16 791
Résultat avant impôt sur le résultat	**10 422**	3 421	**65 705**	23 608
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	**2 783**	907	**16 386**	6 945
Différé	**49**	1 508	**(1 247)**	1 991
	2 832	2 415	**15 139**	8 936
Résultat net	**7 590**	1 006	**50 566**	14 672
Résultat de base par action	**0,09 $**	0,01 $	**0,57 $**	0,17 $
Résultat dilué par action	**0,08 $**	0,01 $	**0,56 $**	0,16 $

Produits par secteur et marge brute ajustée

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	Variation	**E 2025**	E 2024	Variation
	$	$		**$**	$	
Semiconducteurs spécialisés	**76 179**	51 866	47 %	**285 404**	202 329	41 %
Matériaux de haute performance	**25 789**	18 988	36 %	**105 658**	86 952	22 %
Total des produits	**101 968**	70 854	44 %	**391 062**	289 281	35 %
Coût des ventes	**(75 929)**	(51 104)	49 %	**(273 566)**	(211 413)	29 %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	**3 646**	3 643	-	**14 303**	13 445	6 %
Marge brute ajustée	**29 685**	23 393	27 %	**131 799**	91 313	44 %
Marge brute ajustée en pourcentage	**29,1 %**	33,0 %		**33,7 %**	31,6 %	

Pour le quatrième trimestre de 2025, les produits ont augmenté de 44 % pour atteindre 102,0 M$, comparativement à 70,9 M$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2025, les produits ont atteint 391,1 M$, par rapport à 289,3 M$ pour l'exercice 2024. Ces augmentations s'expliquent principalement par la hausse des volumes dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale du secteur Semiconducteurs spécialisés, ainsi que par une tarification plus élevée pour les produits dérivés du bismuth dans le secteur Matériaux de haute performance.

Avantagée par la hausse des volumes sur les marchés stratégiques du secteur Semiconducteurs spécialisés et les meilleurs prix par rapport à l'inflation, la marge brute ajustée a augmenté de 27 % pour s'établir à 29,7 M$ pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 23,4 M$ pour le quatrième trimestre de 2024, et à 131,8 M$ pour l'exercice 2025 par rapport à 91,3 M$ pour l'exercice 2024. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 29,1 % pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 33,0 % pour le quatrième trimestre de 2024, en raison d'une combinaison de produits légèrement moins favorable et de frais d'entretien préventif plus élevés pour

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

le secteur Semiconducteurs spécialisés. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes a été de 33,7 % pour l'exercice 2025, par rapport à 31,6 % pour l'exercice 2024, avec une combinaison de produits avantageuse et une tarification plus élevée par rapport au coût des intrants de métaux dans le secteur Matériaux de haute performance d'un exercice à l'autre.

Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2025, les produits ont atteint 76,2 M$, comparativement à 51,9 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, les produits ont atteint 285,4 M$, par rapport à 202,3 M$ pour l'exercice 2024, soutenus par la hausse des volumes dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 25,5 % pour le quatrième trimestre de 2025, par rapport à 33,3 % pour le quatrième trimestre de 2024, en raison d'une combinaison de produits légèrement moins favorable et de frais d'entretien préventif plus élevés. Favorisée par les économies d'échelle découlant de l'augmentation de la production et des prix plus élevés, nets de l'effet de l'inflation, la marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 30,8 % pour l'exercice 2025, comparativement à 30,1 % pour l'exercice 2024.

Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2025, les produits ont atteint 25,8 M$, comparativement à 19,0 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, les produits ont atteint 105,7 M$, par rapport à 87,0 M$ pour l'exercice 2024. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 40,9 % pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 33,5 % pour le quatrième trimestre de 2024. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 42,4 % pour l'exercice 2025, comparativement à 35,9 % pour l'exercice 2024, en raison de la position favorable des stocks au début de la période, de la combinaison de produits avantageuse, des prix plus élevés, nets de l'effet de l'inflation, et de la hausse du coût des intrants de métaux.

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	Variation	**E 2025**	E 2024	Variation
	$	$		**$**	$	
Semiconducteurs spécialisés	**14 215**	12 647	12 %	**70 059**	44 008	59 %
Matériaux de haute performance	**7 767**	3 728	108 %	**35 139**	22 072	59 %
Siège social	**(3 532)**	(3 891)	(9) %	**(12 755)**	(12 748)	-
BAIIA ajusté	**18 450**	12 484	48 %	**92 443**	53 332	73 %
BAIIA	**16 935**	10 240	65 %	**92 528**	49 568	87 %
Résultat d'exploitation	**13 126**	6 153	113 %	**74 439**	32 228	131 %

Pour le quatrième trimestre de 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 48 %, pour atteindre 18,5 M$, soit une marge du BAIIA ajusté[1] de 18,1 %, comparativement à 12,5 M$, soit une marge du BAIIA ajusté de 17,6 %, pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 73 % pour atteindre 92,4 M$, comparativement à 53,3 M$ pour l'exercice 2024.

Pour le quatrième trimestre de 2025, le BAIIA s'est établi à 16,9 M$, contre 10,2 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, le BAIIA a augmenté de 87 % pour atteindre 92,5 M$, comparativement à 49,6 M$ pour l'exercice 2024. Ces augmentations de respectivement 6,7 M$ et 43,0 M$ s'expliquent principalement par la hausse du BAIIA ajusté. Les éléments de rapprochement entre le BAIIA ajusté et le BAIIA sont la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, la dépréciation des actifs non courants, les coûts de mise en place du système ERP, la perte à la réévaluation d'un instrument financier, les produits associés aux litiges et aux activités de restructuration et la perte (le profit) de change. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Pour le quatrième trimestre de 2025, le résultat d'exploitation a été de 13,1 M$, par rapport à 6,2 M$ pour le quatrième trimestre de 2024, en raison des facteurs mentionnés plus haut. Pour l'exercice 2025, le résultat d'exploitation a été de 74,4 M$, par rapport à 32,2 M$ pour l'exercice 2024.

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,6 M$, ou 12 %, pour atteindre 14,2 M$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 18,7 %, comparativement à 24,4 % pour le quatrième trimestre de 2024, en raison d'une combinaison de produits légèrement moins favorable et de frais d'entretien préventif plus élevés. Pour l'exercice 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 26,1 M$ pour atteindre 70,1 M$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 24,5 %, comparativement à 21,8 % pour la période correspondante de 2024. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale, les prix plus élevés, nets de l'effet de l'inflation, et les coûts unitaires avantageux grâce aux économies d'échelle.

Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,0 M$, ou 108 %, pour atteindre 7,8 M$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 30,1 %, comparativement à 19,6 % pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, le BAIIA ajusté a augmenté de 13,1 M$ pour atteindre 35,1 M$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 33,3 %, comparativement à 25,4 % pour la période correspondante de 2024. Cette augmentation s'explique principalement par la position favorable des stocks au début de la période, la combinaison de produits avantageuse, les prix plus élevés, nets de l'effet de l'inflation, et la hausse du coût des intrants de métaux.

Résultat net et résultat net ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Résultat net	**7 590**	1 006	**50 566**	14 672
Résultat de base par action	**0,09 $**	0,01 $	**0,57 $**	0,17 $
Éléments de rapprochement :				
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	**497**	309	**(1 429)**	906
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	**-**	-	**-**	(2 089)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants	**475**	(120)	**475**	2 706
Coûts de mise en place du système ERP	**586**	-	**1 245**	-
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	**313**	1 000	**1 313**	1 000
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	**(969)**	769	**(969)**	1 790
(Recouvrement) charge d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	**(121)**	(181)	**216**	(598)
Résultat net ajusté[1]	**8 371**	2 783	**51 417**	18 387
Résultat de base ajusté par action[1]	**0,09 $**	0,03 $	**0,58 $**	0,21 $

Pour le quatrième trimestre de 2025, le résultat net a été de 7,6 M$, ou 0,09 $ par action, comparativement à 1,0 M$, ou 0,01 $ par action, pour le quatrième trimestre de 2024, grâce à l'incidence favorable de la hausse du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre par rapport au quatrième trimestre de 2024. Le résultat net ajusté a été de 8,4 M$, ou 0,09 $ par action, pour le quatrième trimestre de 2025, comparativement à 2,8 M$, ou 0,03 $ par action, pour le quatrième trimestre de 2024.

Pour l'exercice 2025, le résultat net a été de 50,6 M$, ou 0,57 $ par action, comparativement à 14,7 M$, ou 0,17 $ par action, pour l'exercice 2024. Le résultat net ajusté a été de 51,4 M$, ou 0,58 $ par action, pour l'exercice 2025, par rapport à 18,4 M$, ou 0,21 $ par action, pour l'exercice 2024.

Outre la charge d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2025 et l'exercice 2025 ont été la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, la dépréciation des actifs non courants, les coûts de mise en place du système ERP, la perte à la réévaluation d'un instrument financier et les produits associés aux litiges et aux activités de restructuration. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES[1]		
(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T3 2025	T4 2024	**T4 2025**	T3 2025	T4 2024
	$	$	$	**$**	$	$
Semiconducteurs spécialisés	**345 582**	323 860	216 911	**97 901**	122 668	50 577
Matériaux de haute performance	**49 329**	33 678	35 920	**41 440**	29 736	23 415
Total	**394 911**	357 538	252 831	**139 341**	152 404	73 992

	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES		
(nombre de jours de produits annualisés)*	**T4 2025**	T3 2025	T4 2024	**T4 2025**	T3 2025	T4 2024
Semiconducteurs spécialisés	**365**	365	365	**117**	149	89
Matériaux de haute performance	**175**	104	173	**147**	91	113
Moyenne pondérée	**353**	311	326	**125**	133	95

** Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.*

Quatrième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2025

Au 31 décembre 2025, le carnet de commandes représentait 353 jours de produits annualisés, en hausse de 42 jours par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2025.

Le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 365 jours de produits annualisés, comme au 30 septembre 2025. Bien que, selon la définition de carnet de commandes par la Société, le nombre de jours estimé en fonction des produits annualisés ne puisse pas dépasser 365 jours, dans les faits, au 31 décembre 2025, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés en ce qui a trait aux marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale se prolongeait au-delà des douze prochains mois.

Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 175 jours de produits annualisés, en hausse de 71 jours par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2025, en raison principalement du moment où a eu lieu la conclusion ou le renouvellement des contrats, déduction faite des commandes exécutées au cours du trimestre sur des contrats à long terme.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont représenté 117 jours pour le quatrième trimestre de 2025, en baisse de 32 jours par rapport à 149 jours pour le troisième trimestre de 2025. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont représenté 147 jours pour le quatrième trimestre de 2025, en hausse de 56 jours par rapport à 91 jours pour le troisième trimestre de 2025. Les nouvelles commandes sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Par conséquent, les facteurs expliquant l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes s'appliquent également à l'augmentation ou à la diminution des nouvelles commandes.

Quatrième trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Au 31 décembre 2025, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 365 jours de produits annualisés, comme au 31 décembre 2024. Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 175 jours au 31 décembre 2025, en hausse de 2 jours par rapport à 173 jours au 31 décembre 2024.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont augmenté de 28 jours, et celles du secteur Matériaux de haute performance, de 34 jours, par rapport au quatrième trimestre de 2024.

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Charges

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Amortissement	**4 422**	4 373	**17 369**	16 791
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	**9 846**	9 857	**35 049**	34 026
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	**497**	309	**(1 429)**	906
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	**-**	-	**-**	(2 089)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants	**475**	(120)	**475**	2 706
Coûts de mise en place du système ERP	**586**	-	**1 245**	-
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	**313**	1 000	**1 313**	1 000
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	**(969)**	769	**(969)**	1 790
Charges financières	**2 704**	2 732	**8 734**	8 620
Charge d'impôt	**2 832**	2 415	**15 139**	8 936
Total des charges	**20 706**	21 335	**76 926**	72 686

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 4,4 M$ pour le quatrième trimestre de 2025 et à 17,4 M$ pour l'exercice 2025, comparativement à respectivement 4,4 M$ et 16,8 M$ pour les périodes correspondantes de 2024.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 9,8 M$ pour le quatrième trimestre de 2025 et à 35,0 M$ pour l'exercice 2025, par rapport à respectivement 9,9 M$ et 34,0 M$ pour les périodes correspondantes de 2024.

Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions

Pour le quatrième trimestre de 2025, la charge au titre de la rémunération à base d'actions s'est établie à 0,5 M$, comparativement à 0,3 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, le recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions s'est établi à 1,4 M$, par rapport à une charge au titre de la rémunération à base d'actions de 0,9 M$ pour l'exercice 2024. La Société a recours à un swap sur rendement total en vue de réduire son exposition aux fluctuations du cours de son action pour ses régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions, pour un volume légèrement supérieur à celui des unités en cours.

Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles

Au cours du troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé un profit de 2,1 M$ découlant de la vente de matériel de production inutilisé du secteur Matériaux de haute performance, à la suite de sa décision de passer à du matériel de plus grande capacité.

Dépréciation des actifs non courants

Au cours du quatrième trimestre de 2025, la Société a comptabilisé un montant de 0,5 M$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société d'abandonner la production d'un produit mineur.

Au cours du troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé un montant de 1,7 M$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations incorporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable de la technologie et des frais de développement à la suite de la vente par la Société de matériel de production inutilisé.

Au cours du troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé un montant de 0,6 M$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de prioriser certaines activités de production pour soutenir ses activités de base. Au cours du quatrième trimestre de 2024, la dépréciation a fait l'objet d'une reprise pour un montant de 0,1 M$ après la révision des estimations d'entrées de trésorerie liées à la sortie des immobilisations, ce qui porte la dépréciation à 0,5 M$ pour l'exercice 2024.

Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2024, la Société a comptabilisé un montant de respectivement 0,3 M$ et 0,3 M$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Semiconducteurs spécialisés, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société d'abandonner la construction d'un actif.

Coûts de mise en place du système ERP

Pour le quatrième trimestre de 2025 et l'exercice 2025, des coûts de respectivement 0,6 M$ et 1,2 M$ associés à la mise en place d'un système de planification des ressources d'entreprise (système « ERP ») ont été engagés aux installations de la Société à Montréal, au Québec. Ce projet devrait se prolonger jusqu'en 2026.

Perte à la réévaluation d'un instrument financier

Pour le quatrième trimestre de 2025, la Société a comptabilisé une perte de réévaluation de 0,3 M$ à l'égard de ses actifs financiers à la suite de la révision des estimations de la juste valeur de l'instrument de capitaux propres qu'elle détient dans Microbion Corporation (« Microbion »). Ce montant s'ajoute à la perte de réévaluation de 1,0 M$ comptabilisée pour le deuxième trimestre de 2025, ce qui porte le total de la perte de réévaluation à 1,3 M$ pour l'exercice 2025, comparativement à 1,0 M$ pour l'exercice 2024. La révision des estimations de la juste valeur de l'instrument de capitaux propres que la Société détient dans Microbion reflète les difficultés croissantes des sociétés de recherche pharmaceutique à mobiliser des capitaux.

(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration

Au quatrième trimestre de 2025, la Société a comptabilisé des produits associés aux litiges et aux activités de restructuration de 1,3 M$ en lien avec des acomptes qui ne sont plus remboursables aux clients et des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 0,4 M$ en lien avec des changements à l'équipe de direction.

Au quatrième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration qui comprennent un montant de 0,4 M$ relatif à la fermeture d'installations en Asie, un montant de 0,2 M$ en lien avec des changements à l'équipe de direction et un montant de 0,2 M$ au titre d'une charge liée à l'externalisation du service de comptabilité et de contrôle d'une filiale.

Au troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration qui comprennent un montant de 0,4 M$ au titre d'une provision en lien avec un acompte qui devra probablement être remboursé à un client, un montant de 0,4 M$ relatif à la fermeture de sites en Asie et un montant de 0,2 M$ en lien avec des changements à l'équipe de direction.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 2,7 M$ pour le quatrième trimestre de 2025, par rapport à 2,7 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, les charges financières se sont établies à 8,7 M$, comparativement à 8,6 M$ pour l'exercice 2024.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat avant impôt sur le résultat de 10,4 M$ pour le quatrième trimestre de 2025 et de 65,7 M$ pour l'exercice 2025. La charge d'impôt s'est établie à 2,8 M$ pour le quatrième trimestre de 2025 et à 15,1 M$ pour l'exercice 2025, par rapport à 2,4 M$ et 8,9 M$ pour les périodes correspondantes de 2024. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays seulement ont eu une incidence sur les montants de charge ou recouvrement des deux exercices.

Situation financière et sources de financement

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Flux de trésorerie d'exploitation avant ce qui suit :	**13 355**	6 958	**69 847**	35 480
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	**7 642**	(10 011)	**(2 457)**	(42 366)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**20 997**	(3 053)	**67 390**	(6 886)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**(6 796)**	(2 459)	**(13 899)**	(17 980)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**(6 787)**	3 233	**(16 452)**	12 388
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie	**(33)**	(144)	**392**	(86)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	**7 381**	(2 423)	**37 431**	(12 564)

Pour le quatrième trimestre de 2025, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 21,0 M$, par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 3,1 M$ pour la période correspondante de 2024. Pour l'exercice 2025, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 67,4 M$, par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 6,9 M$ pour l'exercice 2024. L'écart positif de 74,3 M$ s'explique par une augmentation de 34,4 M$ des flux de trésorerie d'exploitation attribuable à la hausse du BAIIA et un écart favorable de 39,9 M$ des besoins en fonds de roulement.

Pour le quatrième trimestre de 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 6,8 M$, comparativement à 2,5 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 13,9 M$, comparativement à 18,0 M$ pour l'exercice 2024. L'écart positif de 4,1 M$ s'explique principalement par le produit tiré du règlement du swap sur rendement total de la Société, qui a été renouvelé au cours du premier trimestre de 2025 et a donné lieu à l'encaissement d'un montant de 6,9 M$ en trésorerie, en partie contrebalancé par une baisse de 4,2 M$ du produit de la sortie d'immobilisations corporelles. L'écart résiduel s'explique principalement par une sortie de trésorerie de 1,0 M$ au cours de l'exercice 2024 pour augmenter la participation minoritaire de la Société dans Microbion.

Pour le quatrième trimestre de 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 6,8 M$, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 3,2 M$ pour le quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 16,5 M$, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 12,4 M$ pour l'exercice 2024, soit un écart négatif de 28,8 M$. Au cours de l'exercice 2024, la Société a dû emprunter des fonds sur sa facilité de crédit pour rembourser une partie de son prêt subordonné et financer certains investissements. Grâce à de solides flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la Société a été en mesure de rembourser une partie de sa facilité de crédit au cours de l'exercice 2025.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	**Au 31 décembre 2025**	Au 31 décembre 2024
	$	$
Stocks	**163 727**	137 823
Autres actifs courants	**138 448**	79 572
Passif courant	**(109 299)**	(60 481)
Fonds de roulement[1]	**192 876**	156 914
Ratio du fonds de roulement[1]	**2,76**	3,59

Le fonds de roulement a augmenté de 36,0 M$ au 31 décembre 2025 pour atteindre 192,9 M$, par rapport à 156,9 M$ au 31 décembre 2024, en raison de la hausse de 58,9 M$ des autres actifs courants du fait de la hausse des produits et d'une augmentation de 25,9 M$ des stocks pour répondre à la demande, en partie contrebalancée par la hausse de 48,8 M$ du passif courant.

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Dette nette

(en milliers de dollars américains)	**Au 31 décembre 2025**	Au 31 décembre 2024
	$	$
Dette bancaire	**-**	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	**109 837**	122 203
Total de la dette[1]	**109 837**	122 203
Trésorerie	**(59 573)**	(22 142)
Dette nette	**50 264**	100 061

Le total de la dette au 31 décembre 2025 s'établissait à 109,8 M$, par rapport à 122,2 M$ au 31 décembre 2024.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie, a diminué de 49,8 M$ pour s'établir à 50,3 M$ au 31 décembre 2025, par rapport à 100,1 M$ au 31 décembre 2024.

Sources de financement à court terme disponibles

(en milliers de dollars américains)	**Au 31 décembre 2025**	Au 31 décembre 2024
	$	$
Trésorerie	**59 573**	22 142
Facilité de crédit renouvelable disponible	**63 500**	18 500
Sources de financement à court terme disponibles	**123 073**	40 642

En mars 2025, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 154,0 M$ échéant en mars 2029 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M$ échéant en avril 2026. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 50,0 M$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong, au taux SOFR ou au taux CORRA majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

De plus, en mars 2025, la Société a reçu un montant de 1,3 M$ CA de Développement économique Canada pour les régions du Québec en vertu d'une convention de prêt à terme ne portant pas intérêt, dont il est possible de prélever un montant maximum de 3,0 M$ CA en fonction des dépenses en immobilisations admissibles engagées, ce qui porte le montant total emprunté par la Société à 2,5 M$ CA. La Société bénéficiera d'un moratoire de deux ans se terminant le 31 décembre 2027 sur le remboursement du prêt ne portant pas intérêt. Par la suite, le prêt est remboursable par versements mensuels sur une période de cinq ans.

En octobre 2025, la Société a reçu un montant de 2,6 M$ CA d'Investissement Québec en vertu d'un prêt à terme dont il est possible de prélever un montant maximum de 8,0 M$ CA en fonction des dépenses en immobilisations admissibles engagées en lien avec les investissements de la Société dans son installation de fabrication située à Montréal. Le nouveau prêt à terme porte intérêt à un taux équivalent au taux des obligations du Gouvernement du Québec à sept ans, soit 4,01 %. Sous réserve du respect de certains critères, le prêt pourrait faire l'objet d'une exonération de remboursement d'un montant pouvant aller jusqu'à 2,0 M$ CA. Le prêt est remboursable par versements mensuels de 0,1 M$ CA sur une période de cinq ans, tout montant restant du prêt n'ayant pas fait l'objet d'une exonération étant payable à la fin de la période de cinq ans.

[1] Mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à la mesure similaire présentée par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour de plus amples renseignements.

Informations relatives aux actions

	Au 24 février 2026	Au 31 décembre 2025
Actions émises et en circulation	**89 074 051**	89 074 051
Options sur actions pouvant être émises	**1 184 924**	1 184 924

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime »)

Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquièrent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquièrent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement en trésorerie ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2025, dans le cadre du régime, la Société a attribué 81 238 unités d'actions restreintes (121 870 pour 2024), elle en a réglé 92 496 (75 542 pour 2024), et 4 152 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (4 500 pour 2024). Au 31 décembre 2025, 346 314 unités d'actions restreintes étaient en cours (361 724 pour 2024) dans le cadre du régime.

Au 31 décembre 2025, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (aucune pour 2024).

Régime d'options d'achat d'actions

En 2011, la Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 millions. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2025 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société (collectivement les « titulaires d'options »), et un an après le décès, le départ à la retraite ou le début de l'invalidité permanente du titulaire d'options, selon le cas, ou avant l'expiration de l'option, selon le premier de ces événements à survenir.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2025		2024	
	Nombre d'options	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$ CA		$ CA
En circulation au début de l'exercice	**1 166 705**	**1,99**	1 365 162	1,90
Attribuées	**68 219**	**6,85**	139 620	4,47
Exercées	**(31 250)**	**2,81**	(338 077)	2,63
Annulées par déchéance	**(18 750)**	**4,38**	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	**1 184 924**	**2,21**	1 166 705	1,99
Exerçables à la fin de l'exercice	**767 142**	**1,72**	523 013	1,64

Arrangements hors bilan

La Société a peu recours à des arrangements hors bilan, puisque la plupart de ses contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 18 et 26 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2025 :

(en milliers de dollars américains)	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	**Total**
	$	$	$	$	$	$	**$**
Dettes fournisseurs et charges à payer	79 096	79 096	-	-	-	-	**79 096**
Dette à long terme	109 837	7 561	7 597	20 985	92 494	1 155	**129 792**
Obligations locatives	30 153	3 176	3 050	3 058	3 214	23 859	**36 357**
Total	219 086	89 833	10 647	24 043	95 708	25 014	**245 245**

Les flux de trésorerie contractuels faisant l'objet de taux d'intérêt variables ou libellés en monnaie étrangère sont déterminés en fonction du cours au comptant en vigueur le 31 décembre 2025.

Engagements

Dans le cours normal des affaires, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,3 M$ au 31 décembre 2025 et de 0,2 M$ au 31 décembre 2024.

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N+ a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI), pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) à l'aide des critères du référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS de comptabilité.

En raison de leurs limites intrinsèques, les CPCI et le CIIF ne fournissent qu'une assurance raisonnable et il se peut qu'ils n'empêchent pas, ou ne détectent pas, toutes les anomalies ou toutes les erreurs.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a évalué les nouvelles Normes IFRS de comptabilité publiées et entrées en vigueur et a déterminé qu'elles n'avaient pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Changements futurs de méthodes comptables
Les modifications et normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IFRS 9 et IFRS 7 – *Instruments financiers*
En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 et à IFRS 7 touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers. Les modifications contiennent notamment des indications sur les dates de comptabilisation et de décomptabilisation de certains actifs financiers et passifs financiers. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. La mise en œuvre de ces modifications ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 18 – *États financiers : Présentation et informations à fournir*
En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*. La nouvelle norme renferme une structure prescrite pour la présentation de l'état du résultat net, des obligations d'information se rapportant aux mesures de la performance définies par la direction et des indications sur le regroupement et la ventilation des informations financières. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations
Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers
Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La direction doit exercer une grande part de jugement pour déterminer la valeur recouvrable, puisqu'elle doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et déterminer un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont sensibles aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 17 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 25 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 18, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

La juste valeur des instruments financiers était comme suit :

(en milliers de dollars américains)	**Au 31 décembre 2025**	Au 31 décembre 2024
	$	$
Swap sur rendement total	**19 593**	6 978
Placement en instruments de capitaux propres	**1 687**	3 000
Placement affecté	**515**	507

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 26 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 0,9 M$ sur le résultat avant impôt de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2025.

Monnaies étrangères

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellés en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2025, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains au 31 décembre 2025 les principales expositions de la Société au risque de change liées à ses activités dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain :

(en milliers de dollars américains)	CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	$	$	$	$	$	$
Trésorerie	1 012	4 719	77	26	55	10
Créances	1 408	6 687	-	-	1	-
Actifs financiers dérivés	19 593	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	-	2 200	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	515	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(34 762)	(10 195)	(322)	(195)	(175)	(92)
Dette à long terme	(4 337)	-	-	-	-	-
Obligations locatives	(7 893)	(474)	-	(69)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(24 979)	3 452	(245)	(238)	(119)	(82)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2025 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

(en milliers de dollars américains)	CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	$	$	$	$	$	$
Raffermissement de 5 %	(1 249)	173	(12)	(12)	(6)	(4)
Affaiblissement de 5 %	1 249	(173)	12	12	6	4

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 6,5 M$ et 0,3 M$, pour une position nette de 6,2 M$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 0,3 M$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de respectivement néant et néant. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

Dans le cours normal des activités, la Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société. Deux fois par année, le comité d'audit, le service d'audit interne du siège social et les équipes de direction des sites ont le mandat de passer en revue tous les risques d'entreprise. Les risques et les mesures d'atténuation des risques sont présentés au comité d'audit et au conseil d'administration périodiquement. La concrétisation de tous les risques décrits ci-après pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Les risques et les incertitudes qui ne sont actuellement pas connus de la Société ou que la Société ne considère actuellement pas comme significatifs pourraient devenir significatifs dans le futur, nuire à ses activités commerciales ou entraîner un recul du cours de son action.

Conjoncture économique mondiale

La Société exerce ses activités dans un contexte économique volatil. Un niveau de volatilité plus élevé associé à la conjoncture économique mondiale actuelle et à la contraction des marchés du crédit pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables, ainsi que sur l'évaluation des titres de la Société. Des fluctuations considérables ou une augmentation importante des taux de chômage, des taux d'intérêt ou des taux d'inflation pourraient donc avoir une incidence sur les activités d'exploitation, la situation financière et la rentabilité de la Société. De plus, la Société est exposée au risque de marché découlant de la situation inflationniste mondiale et de divers facteurs environnementaux, sociaux, politiques, économiques et sanitaires ayant eu des répercussions importantes sur l'économie mondiale. La décision prise par plusieurs banques centrales de resserrer leur politique monétaire pourrait avoir une incidence sur les taux d'intérêt, les taux de change et le développement économique. Les risques de ralentissement économique, une récession, la variation des taux d'intérêt, l'inflation, les tarifs douaniers, les sanctions, les restrictions commerciales, l'instabilité politique, les conflits armés, ainsi que la guerre et le terrorisme dans un ou plusieurs pays où la Société exerce ses activités pourraient avoir des effets négatifs sur le résultat net, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. La Société pourrait subir les contrecoups importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, les changements de politique qui viendraient modifier des règlements touchant ses activités, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international. La succession de changements, de reports et d'annonces liés à l'imposition de nouveaux tarifs douaniers par l'administration américaine et d'autres gouvernements étrangers crée un climat d'incertitude quant aux perspectives économiques mondiales, notamment en ce qui a trait à la mise en place d'éventuelles mesures commerciales protectionnistes qui pourraient inciter les pays touchés à exercer des représailles. Ces mesures et les tensions géopolitiques qu'elles entraîneraient pourraient avoir une incidence négative considérable sur nos activités, nos clients et nos fournisseurs.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber sa chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans ses installations ou celles de ses fournisseurs ou de ses clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies (y compris les maladies infectieuses à l'échelle régionale et mondiale), les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau;

- les changements dans la conjoncture économique d'une région ou d'un pays en particulier, tels qu'une récession;
- les nouvelles exigences d'homologation;
- les fluctuations importantes des taux de change;
- l'invasion continue de l'Ukraine par la Russie;
- le conflit en Israël et dans la bande de Gaza;
- les nouvelles barrières commerciales, y compris les restrictions liées à l'importation et à l'exportation;
- l'imposition de tarifs sur ses produits ou intrants; et
- les modifications apportées aux exigences légales, politiques, sociales, culturelles, fiscales ou toute autre exigence réglementaire.

Les programmes d'assurance de la Société ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à ses activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, son assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par son assurance pourrait nuire à ses activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de *common law*, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont jouit la Société. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, l'imposition de restrictions liées à l'importation et à l'exportation, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur les activités de la Société. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits, nuire à l'approvisionnement en matériaux et en produits en provenance de Chine et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation environnementale

Les activités de la Société supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements locaux, provinciaux, nationaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, la santé et sécurité publiques et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à sa réputation; mettre un frein à ses activités d'exploitation à l'une de ses installations; l'exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage, à des dépenses en immobilisations ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre elle et nuire grandement à ses activités, à ses résultats d'exploitation ou à sa situation financière. La législation environnementale évolue d'une manière

telle qu'elle nécessitera des normes et une application plus strictes, ainsi qu'une responsabilisation accrue pour la Société et ses administrateurs, dirigeants et employés. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect ou au maintien de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

La Société a engagé et continuera d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. En ce qui a trait au rejet des eaux usées et aux émissions atmosphériques, des dépassements des limites permises selon les lois et règlements applicables ont été relevés par le passé dans certaines installations de la Société. Pour ces installations, la Société travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et met en œuvre diverses mesures, comme la mise à niveau des équipements, en vue de respecter les limites. La direction est d'avis que la gestion des difficultés sur le plan de la conformité à la réglementation environnementale n'aura pas d'incidence significative sur les résultats ou le positionnement concurrentiel de la Société pour l'exercice 2026. De nouvelles circonstances, comme la mise en place de politiques de mise en application plus coercitives, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de nouvelles conditions environnementales, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques

Des événements inattendus, y compris des crises géopolitiques, des pandémies, des épidémies, des catastrophes naturelles, telles que des catastrophes de plus en plus fréquentes provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques, pourraient avoir des effets négatifs sur la capacité de la Société ou de ses fournisseurs à poursuivre leurs activités, ainsi que sur leurs résultats d'exploitation.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

La Société pourrait faire l'objet d'attentes grandissantes de la part de ses parties prenantes en ce qui concerne les facteurs ESG, y compris de la part des investisseurs, qui accordent de plus en plus d'importance à ces facteurs lorsqu'ils évaluent leurs possibilités d'investissement. Les investissements futurs dans la Société ainsi que les partenariats futurs ou les relations commerciales futures avec la Société pourraient dépendre de diverses normes ESG, et le non-respect de ces normes en évolution pourrait avoir une incidence sur la réputation de la Société et sa capacité à obtenir du capital.

Santé et sécurité

La Société dispose de systèmes, de processus et de politiques en matière de santé, de sécurité et de bien-être qui visent à réduire les risques pour les employés, les sous-traitants et tout autre intervenant. Toutefois, sur les lieux de travail, les employés et les autres intervenants pourraient se retrouver à proximité de machinerie lourde ou de véhicules en mouvement, participer à des processus dangereux ou manipuler des matériaux très réglementés dans des endroits problématiques ou éloignés, ce qui pourrait accroître les risques pour leur santé et leur sécurité. L'incapacité de la Société ou des autres intervenants de mettre en place ou de suivre des procédures de sécurité appropriées pourrait entraîner des blessures, des maladies ou des pertes humaines ou causer des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou des autres intervenants, ou entraîner des amendes réglementaires ou des poursuites civiles.

Incertitude géopolitique

La guerre en Ukraine a profondément perturbé l'économie mondiale, et l'issue du conflit demeure incertaine à l'heure actuelle. Même si sa filiale en propriété exclusive, AZUR SPACE Solar Power GmbH a déjà réalisé des ventes en Russie par le passé, le montant de ces ventes n'était pas significatif par rapport aux ventes de la Société dans leur ensemble. Le conflit armé prolongé en Ukraine ou son extension à d'autres pays d'Europe pourrait nuire aux économies européenne et mondiale, qui pourraient également subir les contrecoups de l'interruption éventuelle de l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel provenant de la Russie, qui est un grand exportateur de ces combustibles. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et dans d'autres régions pourraient également accentuer les incertitudes économiques et celles du marché. Tous les facteurs précités pourraient avoir une incidence négative sur les ventes et les résultats d'exploitation de la Société.

Propagation de maladies
La propagation à l'échelle locale ou mondiale d'une maladie, d'un virus, notamment de la COVID-19, ou de toute autre maladie contagieuse, de même que les mesures prises par les gouvernements pour y faire face, pourraient avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Leurs effets sur les cycles économiques, bien que soudains, peuvent perturber temporairement les marchés où la Société exerce ses activités ainsi que la structure interne de la Société, et causer notamment des fermetures d'usines ou des pénuries de matières premières ou de main-d'œuvre, de même que les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distribution.

Disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés
La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de tout membre de son équipe pourrait avoir une incidence négative significative sur la Société. Sa réussite future dépend aussi de sa capacité à exécuter ses plans de relève, à attirer et à garder à son service ses employés clés et à former, garder à son service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans son équipe de direction et son équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à sa réussite et pourraient se révéler difficiles. La Société ne peut pas garantir qu'elle sera en mesure d'attirer et de garder à son service le personnel qualifié au besoin, tout particulièrement dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre qui touche plusieurs des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives
Une partie du personnel de la Société est syndiqué et elle a des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si la Société n'est pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions acceptables lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à sa performance.

Risques de litiges
La Société est susceptible de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risques associés à notre stratégie de croissance
Le plan stratégique de la Société vise à lui permettre d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et en assurant une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours, au lancement de nouveaux produits et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Rien ne garantit que les avantages attendus se matérialiseront ou se concrétiseront dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de la volonté de la Société, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. La poursuite de toute occasion d'affaires entraînerait des coûts pour la Société, lesquels pourraient être importants.

Concurrence
La Société est un chef de file de la production de semiconducteurs spécialisés et de métaux de haute performance et elle a peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme elle l'est ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, ses concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que celle de 5N+. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains des clients de la Société qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur son chiffre d'affaires et ses marges d'exploitation si ses concurrents accaparent une part du marché et qu'elle n'est pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base
Le prix des produits de base a une incidence sur les coûts de la Société, et le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels 5N+ n'a aucune prise, notamment la conjoncture

politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

La Société pourrait être incapable de trouver des stocks essentiels de matières premières dont elle dépend pour exercer ses activités et rien ne garantit que les prix de ces matières essentielles n'augmenteront pas de manière fulgurante. La Société se procure actuellement ses matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui elle entretient des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire sa capacité de production et avoir une incidence sur ses livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur ses ventes et ses marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de ses contrats d'approvisionnement.

De plus, des difficultés d'approvisionnement supplémentaires, découlant de la conjoncture économique engendrée par le récent contexte de conflits et d'instabilité géopolitiques, telles que des retards dans le transport ou la hausse des prix des fournitures, pourraient avoir une incidence négative sur l'approvisionnement général de la Société, ainsi que sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Le Canada a adopté *la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes* (la « Loi »). Entrée en vigueur le 1er janvier 2024, la Loi exige que la Société procède à un examen de ses chaînes d'approvisionnement et produise des rapports annuels qui seront publiés sur son site Web et soumis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, lesquels présenteront les mesures qu'elle a prises pour prévenir et atténuer le risque relatif au recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses chaînes d'approvisionnement. La conformité à la Loi pourrait entraîner une augmentation des coûts et le non-respect de la Loi pourrait avoir une incidence négative considérable sur la réputation, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Malgré les mesures accrues que la Société déploie pour s'assurer que l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement est exempte de travail forcé, il existe néanmoins un risque lié au travail forcé dans le cas des produits qu'elle se procure auprès de tiers pour lesquels elle ne dispose pas d'une visibilité complète sur la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, la Société pourrait faire face à des difficultés réglementaires liées au respect des sanctions et réglementations applicables, de même qu'à des atteintes à sa réputation auprès de diverses parties prenantes si elle n'est pas en mesure de vérifier adéquatement l'origine des matériaux qu'elle se procure.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection des procédés, des méthodes et des autres technologies exclusives de la Société est essentielle à ses activités. La Société compte sur les brevets internationaux ainsi que sur les secrets commerciaux et les ententes de confidentialité signées avec ses employés pour protéger ses droits de propriété intellectuelle. La Société a délibérément choisi de limiter le nombre de ses brevets dans certains cas de propriété intellectuelle afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de ses droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et de certaines technologies de grande valeur. Rien ne garantit que ses ententes de confidentialité procureront une protection utile de ses droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou qu'elle pourra protéger efficacement ses secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

La Société pourrait être exposée au risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché, et la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks peut accroître ce risque. La Société compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché pour gérer le niveau des stocks. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités
La Société pourrait subir des pertes si ses activités devaient être interrompues en raison de pannes d'équipement, de pannes d'électricité, d'incendies ou de dommages causés par l'eau, et d'événements similaires indépendants de sa volonté. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de ses contrats à long terme, elle a des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de ses activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que lui portent les clients, d'entraîner l'annulation de ses contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que la Société croie avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et qu'elle ait contracté une assurance tous risques contre celles-ci afin de protéger ses actifs et ses activités, il est possible qu'elle ait néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur ses activités de production et ses résultats financiers.

Perte de clients importants
La perte de clients importants, les fluctuations imprévues de la demande provenant de ces clients ou leur incapacité de s'acquitter de leurs obligations en vertu des contrats pourraient réduire considérablement les produits de la Société et avoir une incidence négative sur ses résultats d'exploitation.

Variations du carnet de commandes
La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront à une date donnée ou que les marges seront à la hauteur des attentes. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Risques liés aux acquisitions
La Société peut à l'occasion faire l'acquisition ou proposer de faire l'acquisition d'autres sociétés. L'incapacité de la Société d'intégrer correctement les sociétés acquises, les coûts, les retards et les obligations imprévus associés aux acquisitions, le départ possible d'employés clés à la suite d'une acquisition, les difficultés d'intégration des nouvelles activités et des nouveaux employés, le fait que le temps et l'attention de la direction soient détournés de leurs autres préoccupations d'affaires, les occasions et les questions de nature opérationnelle associées aux acquisitions ou à l'intégration d'acquisitions, la perte de vitesse des activités continues et la perturbation des activités, les incohérences possibles dans les procédures et les politiques des sociétés regroupées et la nécessité d'établir de nouveaux systèmes administratifs, notamment de comptabilité, de technologie de l'information et de ressources humaines; tous ces facteurs, pris individuellement, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques
La Société compte sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer son fonctionnement adéquat. Si la Société n'est pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de ses logiciels et de son matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit ses systèmes et son infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficience des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble de ses activités. Ce serait également le cas si son réseau, ses systèmes informatiques et ses systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. Le recours non autorisé aux outils d'intelligence artificielle par les employés peut également donner lieu à la divulgation inappropriée d'informations confidentielles. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. La Société compte, et pourrait continuer de compter, un nombre important d'employés qui travaillent à distance, ce qui pourrait contribuer à une augmentation des tentatives de cyberattaque.

Des consultations avec l'équipe de haute direction ont lieu régulièrement pour surveiller l'avancement des divers projets en matière de cybersécurité ainsi que passer en revue les incidents importants et les différents indicateurs de performance liés à la sécurité. L'équipe de direction rend compte de son travail aux membres du conseil d'administration deux fois par année. La fonction informatique du siège social s'occupe de la mise en œuvre et de la coordination des

mesures de prévention, de détection et de correction en matière de cybersécurité. Ces mesures consistent, entre autres, en la mise en œuvre de contrôles rigoureux d'accès aux systèmes, la mise en place de programmes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information et le recrutement d'entreprises spécialisées pour la réalisation occasionnelle de tests d'intrusion.

Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Protection des données

Toute atteinte à la confidentialité des données pourrait avoir une incidence négative sur les résultats d'exploitation et la rentabilité de la Société. La protection de la vie privée et la sécurité des données sont devenues des enjeux importants en Amérique du Nord comme en Europe, de même que dans plusieurs autres pays où la Société exerce ses activités. Le cadre réglementaire relatif à la sécurité et à la protection des données à caractère personnel évolue rapidement et il pourrait s'avérer difficile de se conformer à toutes les lois et réglementations applicables en la matière, au Canada et dans d'autres pays. En outre, des agences et organismes gouvernementaux, au pays et à l'étranger, ont déjà adopté ou pourraient adopter dans le futur des lois et des règlements ayant une incidence sur la protection des données, lesquels sont tous susceptibles d'être invalidés par les instances judiciaires concernées à l'étranger. De surcroît, divers organismes sectoriels adoptent et préconisent régulièrement de nouvelles normes dans ce domaine.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société qui pourraient occasionner des pertes aux investisseurs.

Subventions et autres programmes incitatifs

La diminution, l'élimination ou l'expiration des subventions gouvernementales, des incitatifs économiques, des incitatifs fiscaux, des encouragements en matière de recherche et développement et de développement commercial ou l'adoption d'autres politiques publiques pourraient avoir une incidence négative sur la performance financière de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées dans le présent rapport de gestion. La direction de la Société estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent une information utile aux investisseurs sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, car elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures reconnues en vertu des normes IFRS de comptabilité et n'ont pas de définition normalisée prescrite selon ces normes; elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures portant des noms semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des données remplaçant l'information financière préparée selon les normes IFRS de comptabilité.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Il est exprimé en dollars et estimé en nombre de jours, lequel ne peut dépasser 365 jours. Les nouvelles commandes représentent le nombre de commandes reçues durant la période considérée, exprimé en nombre de jours, et sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de 5N+ à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, la charge (le recouvrement) d'impôt et l'amortissement. 5N+ a recours au BAIIA, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du BAIIA avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Résultat net	**7 590**	1 006	**50 566**	14 672
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	**2 091**	2 446	**9 454**	9 169
Charge d'impôt	**2 832**	2 415	**15 139**	8 936
Amortissement	**4 422**	4 373	**17 369**	16 791
BAIIA	**16 935**	10 240	**92 528**	49 568

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au résultat d'exploitation comme défini avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts de mise en place du système ERP, de la perte (du profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte (du profit) à la réévaluation d'un instrument financier, de la dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de l'amortissement. 5N+ a recours au BAIIA ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Voici un rapprochement du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Produits	**101 968**	70 854	**391 062**	289 281
Charges d'exploitation	**(88 842)**	(64 701)	**(316 623)**	(257 053)
Résultat d'exploitation	**13 126**	6 153	**74 439**	32 228
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	**497**	309	**(1 429)**	906
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	**-**	-	**-**	(2 089)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants	**475**	(120)	**475**	2 706
Coûts de mise en place du système ERP	**586**	-	**1 245**	-
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	**313**	1 000	**1 313**	1 000
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	**(969)**	769	**(969)**	1 790
Amortissement	**4 422**	4 373	**17 369**	16 791
BAIIA ajusté	**18 450**	12 484	**92 443**	53 332
Marge du BAIIA ajusté	**18,1 %**	17,6 %	**23,6 %**	18,4 %

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts de mise en place du système ERP, de la perte (du profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte (du profit) à la réévaluation d'un instrument financier, de la dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de l'amortissement. 5N+ a recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. 5N+ croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement des charges d'exploitation ajustées avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Charges d'exploitation	**88 842**	64 701	**316 623**	257 053
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions	**(497)**	(309)	**1 429**	(906)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	**-**	-	**-**	2 089
(Dépréciation des actifs non courants) reprise de dépréciation	**(475)**	120	**(475)**	(2 706)
Coûts de mise en place du système ERP	**(586)**	-	**(1 245)**	-
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	**(313)**	(1 000)	**(1 313)**	(1 000)
Produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration	**969**	(769)	**969**	(1 790)
Amortissement	**(4 422)**	(4 373)	**(17 369)**	(16 791)
Charges d'exploitation ajustées	**83 518**	58 370	**298 619**	235 949

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts de mise en place du système ERP, de la perte (du profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte (du profit) à la réévaluation d'un instrument financier, de la dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants, et des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, après déduction de la charge (du recouvrement) d'impôt s'y rapportant. 5N+ a recours au résultat net ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation. 5N+ a recours au résultat de base ajusté par action, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat de base par action ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action et le nombre d'actions)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Résultat net	**7 590**	1 006	**50 566**	14 672
Résultat de base par action	**0,09 $**	0,01 $	**0,57 $**	0,17 $
Éléments de rapprochement :				
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	**497**	309	**(1 429)**	906
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	**-**	-	**-**	(2 089)
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants	**475**	(120)	**475**	2 706
Coûts de mise en place du système ERP	**586**	-	**1 245**	-
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	**313**	1 000	**1 313**	1 000
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	**(969)**	769	**(969)**	1 790
Charge (recouvrement) d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	**(121)**	(181)	**216**	(598)
Résultat net ajusté	**8 371**	2 783	**51 417**	18 387
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	**89 074 051**	89 042 801	**89 061 859**	88 886 157
Résultat de base ajusté par action	**0,09 $**	0,03 $	**0,58 $**	0,21 $

La marge brute ajustée est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de la charge de dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute ajustée par le total des produits.

Voici un rapprochement de la marge brute ajustée avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	**T4 2025**	T4 2024	**E 2025**	E 2024
	$	$	**$**	$
Total des produits	**101 968**	70 854	**391 062**	289 281
Coût des ventes	**(75 929)**	(51 104)	**(273 566)**	(211 413)
Marge brute	**26 039**	19 750	**117 496**	77 868
Amortissement inclus dans le coût des ventes	**3 646**	3 643	**14 303**	13 445
Marge brute ajustée	**29 685**	23 393	**131 799**	91 313
Marge brute ajustée en pourcentage	**29,1 %**	33,0 %	**33,7 %**	31,6 %

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de 5N+.

Le ratio dette nette/BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois.

Voici un rapprochement du total de la dette et de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	**Au 31 décembre 2025**	Au 31 décembre 2024
	$	$
Dette bancaire	**-**	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	**109 837**	122 203
Obligation locative, y compris la partie courante	**30 153**	29 402
Sous-total de la dette	**139 990**	151 605
Obligation locative, y compris la partie courante	**(30 153)**	(29 402)
Total de la dette	**109 837**	122 203
Trésorerie	**(59 573)**	(22 142)
Dette nette	**50 264**	100 061

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, elle se sert de cette mesure comme d'un indicateur de son efficience financière et elle s'efforce de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

Voici un rapprochement du fonds de roulement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	**Au 31 décembre 2025**	Au 31 décembre 2024
	$	$
Stocks	**163 727**	137 823
Autres actifs courants, à l'exclusion des stocks	**138 448**	79 572
Actif courant	**302 175**	217 395
Passif courant	**(109 299)**	(60 481)
Fonds de roulement	**192 876**	156 914
Ratio du fonds de roulement	**2,76**	3,59

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de 5N+ sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	**31 déc. 2025**	30 sept. 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024
	$	$	$	$	$	$	$	$
Produits	**101 968**	104 895	95 311	88 888	70 854	78 828	74 580	65 019
BAIIA	**16 935**	31 746	23 894	19 953	10 240	14 368	13 196	11 764
BAIIA ajusté	**18 450**	29 055	24 146	20 792	12 484	15 621	13 490	11 737
Résultat net	**7 590**	18 176	15 227	9 573	1 006	6 370	4 789	2 507
Résultat de base par action	**0,09 $**	0,20 $	0,17 $	0,11 $	0,01 $	0,07 $	0,05 $	0,03 $
Résultat dilué par action	**0,08 $**	0,20 $	0,17 $	0,11 $	0,01 $	0,07 $	0,05 $	0,03 $
Résultat net ajusté	**8 371**	16 582	15 749	10 715	2 783	7 841	4 991	2 772
Résultat de base ajusté par action	**0,09 $**	0,19 $	0,18 $	0,12 $	0,03 $	0,09 $	0,06 $	0,03 $
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	**13 355**	21 848	18 520	16 124	6 958	11 875	9 503	7 144
Carnet de commandes	**353 jours**	311 jours	297 jours	268 jours	326 jours	289 jours	300 jours	288 jours

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N+.

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	**2025**	2024	2023
	$	$	$
Produits	**391 062**	289 281	242 371
BAIIA	**92 528**	49 568	43 618
BAIIA ajusté	**92 443**	53 332	38 323
Résultat net	**50 566**	14 672	15 399
Résultat de base par action	**0,57 $**	0,17 $	0,17 $
Résultat dilué par action	**0,56 $**	0,16 $	0,17 $
Résultat net ajusté	**51 417**	18 387	9 386
Résultat net de base ajusté par action	**0,58 $**	0,21 $	0,11 $
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	**69 847**	35 480	32 051
Carnet de commandes	**353 jours**	326 jours	292 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	**475 130**	376 907	350 202
Total du passif non courant	**166 867**	177 408	139 803
Dette nette	**50 264**	100 061	73 794
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	**198 964**	139 018	128 592

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N+.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, qui intègrent les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité). Il incombe à la direction de choisir les méthodes comptables et d'établir les jugements et les estimations comptables importants.

La direction est également responsable de toutes les autres informations incluses dans le rapport de gestion et il lui appartient de s'assurer que ces informations concordent avec l'information contenue dans les états financiers consolidés.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquat, qui comprend les politiques et les procédures qui fournissent une assurance raisonnable à l'égard de la protection des actifs ainsi que de l'exhaustivité, le caractère fidèle et l'exactitude des états financiers consolidés.

Le Comité d'audit et de gestion des risques, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Société et fait ses recommandations au conseil d'administration au sujet de l'approbation des états financiers, surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités quant au caractère adéquat des systèmes de contrôle interne appropriés, s'assure de l'indépendance, des compétences et de la nomination des auditeurs externes et examine les honoraires des services d'audit, des services liés à l'audit et des services autres que d'audit ainsi que les frais connexes. Le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés de la Société et le rapport de gestion avant leur publication. Le Comité d'audit et de gestion des risques rencontre la direction, l'auditeur interne et les auditeurs externes au moins quatre fois par année pour examiner l'information financière, les obligations d'information, les questions liées à l'audit et d'autres points.

Les auditeurs externes, à savoir PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., effectuent un audit indépendant des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion à leur égard. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les auditeurs externes ont un accès illimité au Comité d'audit et de gestion des risques et rencontrent celui-ci régulièrement.

(signé) Gervais Jacques
Gervais Jacques
Chef de la direction

(signé) Richard Perron
Richard Perron
Président et Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 24 février 2026

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de 5N Plus inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus inc. et de ses filiales (collectivement, la Société) aux 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2025 et 2024;
- les états du résultat net consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états des variations des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les notes complémentaires, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500
Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502
Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
Évaluation des stocks Se référer à la note 2 – Informations significatives sur les méthodes comptables et à la note 5 – Stocks, des états financiers consolidés. La valeur comptable des stocks aux états financiers consolidés de la Société s'établissait à 163,7 millions de dollars au 31 décembre 2025. Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Pour estimer la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur	Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes : • Tester la façon dont la direction a estimé la valeur nette de réalisation des stocks, en effectuant notamment ce qui suit : – Tester les données utilisées par la direction pour déterminer la valeur nette de réalisation; – Évaluer si la méthode d'estimation de la valeur nette de réalisation est appropriée;

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La direction a exercé son jugement pour estimer la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a impliqué l'utilisation d'hypothèses importantes, y compris la prise en compte des prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites et des prix de vente futurs prévus. Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison de l'importance du solde des stocks, des divers types d'éléments de stocks et du jugement utilisé par la direction dans la détermination de la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a nécessité un effort d'audit accru dans la mise en œuvre des procédures d'audit.	– Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses importantes utilisées par la direction pour calculer la valeur nette de réalisation des stocks, en les comparant à ce qui suit : ▪ Prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites; ▪ Prix de vente futurs prévus. • Pour un échantillon d'éléments de stocks, comparer les estimations des prix de stocks de l'exercice antérieur par rapport aux prix de vente réels au cours de l'exercice.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons pas ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur

les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe de la Société pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sébastien Bellemare.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.[1]

Montréal (Québec)
Le 24 février 2026

[1] CPA auditeur, permis de comptabilité publique nº A116819

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains)

	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
		$	$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie		**59 573**	22 142
Créances	4	**50 470**	42 172
Stocks	5	**163 727**	137 823
Impôt sur le résultat à recevoir	17	**1 874**	1 811
Actifs financiers dérivés	18	**19 593**	6 978
Autres actifs courants	6	**6 938**	6 469
Total de l'actif courant		**302 175**	217 395
Immobilisations corporelles	7	**99 634**	85 995
Actifs au titre de droits d'utilisation	8	**28 275**	28 583
Immobilisations incorporelles	9	**23 117**	22 929
Goodwill	10	**12 062**	10 665
Actifs d'impôt différé	17	**6 795**	7 358
Autres actifs	11, 18	**3 072**	3 982
Total de l'actif non courant		**172 955**	159 512
Total de l'actif		**475 130**	376 907
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	12	**79 096**	42 116
Impôt sur le résultat à payer	17	**13 966**	5 207
Partie courante des produits différés	15	**12 834**	11 206
Partie courante des obligations locatives	8	**2 170**	1 952
Partie courante de la dette à long terme	13	**1 233**	-
Total du passif courant		**109 299**	60 481
Dette à long terme	13	**108 604**	122 203
Passifs d'impôt différé	17	**5 173**	5 737
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	14	**12 745**	12 624
Obligations locatives	8	**27 983**	27 450
Produits différés	15	**11 545**	8 688
Autres passifs	16	**817**	706
Total du passif non courant		**166 867**	177 408
Total du passif		**276 166**	237 889
Capitaux propres		**198 964**	139 018
Total du passif et des capitaux propres		**475 130**	376 907

Engagements et éventualités (note 24)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

	Notes	2025	2024
		$	$
Produits		**391 062**	289 281
Coût des ventes	28	**273 566**	211 413
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	28	**35 049**	34 026
Autres charges (produits), montant net	28	**8 008**	11 614
		316 623	257 053
Résultat d'exploitation		**74 439**	32 228
Charges financières			
Intérêt sur la dette à long terme	13	**7 671**	8 210
Intérêts théoriques et autres charges d'intérêts		**1 783**	959
Profit de change		**(720)**	(549)
		8 734	8 620
Résultat avant impôt sur le résultat		**65 705**	23 608
Charge (recouvrement) d'impôt			
Exigible	17	**16 386**	6 945
Différé	17	**(1 247)**	1 991
		15 139	8 936
Résultat net		**50 566**	14 672
Résultat de base par action	22	**0,57**	0,17
Résultat dilué par action	22	**0,56**	0,16

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains)

	Notes	2025	2024
		$	$
Résultat net		**50 566**	14 672
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net ultérieurement			
Écart de change		**8 551**	(4 936)
		8 551	(4 936)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net ultérieurement			
Réévaluation des obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	14	**1 112**	(277)
Impôt sur le résultat	17	**(510)**	86
		602	(191)
Autres éléments du résultat global		**9 153**	(5 127)
Résultat global		**59 719**	9 545

Le résultat global est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

2025	**Nombre d'actions**	**Capital-actions**	**Surplus d'apport**	**Cumul des autres éléments du résultat global**	**Déficit**	**Total des capitaux propres**
		$	**$**	**$**	**$**	**$**
Soldes au début de l'exercice	**89 042 801**	**22 795**	**342 982**	**(11 604)**	**(215 155)**	**139 018**
Résultat net pour l'exercice	**-**	**-**	**-**	**-**	**50 566**	**50 566**
Autres éléments du résultat global	**-**	**-**	**-**	**9 153**	**-**	**9 153**
Résultat global	**-**	**-**	**-**	**9 153**	**50 566**	**59 719**
Exercice d'options sur actions	**31 250**	**90**	**(26)**	**-**	**-**	**64**
Rémunération à base d'actions (note 23)	**-**	**-**	**163**	**-**	**-**	**163**
Soldes à la fin de l'exercice	**89 074 051**	**22 885**	**343 119**	**(2 451)**	**(164 589)**	**198 964**

2024	Nombre d'actions	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
		$	$	$	$	$
Soldes au début de l'exercice	88 704 724	21 884	343 012	(6 477)	(229 827)	128 592
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	14 672	14 672
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(5 127)	-	(5 127)
Résultat global	-	-	-	(5 127)	14 672	9 545
Exercice d'options sur actions	338 077	911	(259)	-	-	652
Rémunération à base d'actions (note 23)	-	-	229	-	-	229
Soldes à la fin de l'exercice	89 042 801	22 795	342 982	(11 604)	(215 155)	139 018

Les capitaux propres sont entièrement attribuables aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains)

	Notes	2025	2024
		$	$
Activités d'exploitation			
Résultat net		**50 566**	14 672
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	7	**11 841**	11 039
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	8	**2 683**	2 611
Amortissement des immobilisations incorporelles	9	**2 845**	3 141
Amortissement des autres actifs	11	**464**	248
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	11, 28	**1 313**	1 000
Dépréciation des actifs non courants	7, 9, 28	**475**	2 706
Augmentation (diminution) de la correction de valeur pour pertes	4, 26	**6**	(10)
Charge de rémunération à base d'actions	23	**17 322**	7 189
Impôt sur le résultat différé	17	**(1 247)**	1 991
Intérêts théoriques	8, 13	**1 292**	1 232
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	14	**(392)**	(248)
Perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles	7, 28	**15**	(2 066)
Profit latent sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture		**(19 314)**	(6 735)
Perte (profit) de change latent(e) sur les actifs et passifs		**1 978**	(1 290)
Flux de trésorerie d'exploitation avant ce qui suit :		**69 847**	35 480
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	20	**(2 457)**	(42 366)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		**67 390**	(6 886)
Activités d'investissement			
Ajouts d'immobilisations corporelles	7, 20	**(20 150)**	(20 767)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	9	**(651)**	(418)
Acquisition d'un placement en instruments de capitaux propres	11	**-**	(1 000)
Produit tiré du règlement du swap sur rendement total	18	**6 898**	-
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	7	**4**	4 205
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		**(13 899)**	(17 980)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	13	**(15 144)**	(10 000)
Produit tiré de l'émission de dette à long terme	13	**2 753**	24 889
Coûts différés relatifs à la dette à long terme	11	**(960)**	(101)
Émission d'actions ordinaires		**64**	652
Portions des paiements de loyers se rapportant au principal	20	**(3 165)**	(3 052)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		**(16 452)**	12 388
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie		**392**	(86)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		**37 431**	(12 564)
Trésorerie au début de l'exercice		**22 142**	34 706
Trésorerie à la fin de l'exercice		**59 573**	22 142
Informations supplémentaires[1]			
Impôt sur le résultat payé		**7 607**	6 017
Intérêts payés		**6 951**	8 171

1) Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Nature des activités

Société internationale établie au Canada, 5N Plus inc. (« 5N+ » ou la « Société ») est un producteur mondial de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N+ pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. Le siège social de la Société est situé au 4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4. La Société gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX). Dans les présents états financiers consolidés, la Société s'entend de 5N+ et de ses filiales. Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 24 février 2026, la publication des présents états financiers consolidés.

2. Informations significatives sur les méthodes comptables

Les informations significatives sur les méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, à moins d'indication contraire.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité). Ils ont été dressés selon le principe du coût historique, sauf pour certains actifs financiers et passifs financiers qui ont été évalués à leur juste valeur, comme il est décrit ci-dessous.

La préparation d'états financiers consolidés conformes aux Normes IFRS de comptabilité repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments d'une grande complexité ou nécessitant beaucoup de jugement, ou ceux qui sous-tendent des hypothèses et des estimations importantes par rapport aux états financiers consolidés, sont abordés dans la présente note, à la section intitulée « Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables ».

Filiales

Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Le tableau qui suit présente les principales entités, toutes en propriété exclusive, ayant une incidence importante sur les résultats ou sur les actifs de la Société :

	Pays où la société a été constituée
5N Plus inc.	Canada
5N PV GmbH	Allemagne
AZUR SPACE Solar Power GmbH (« AZUR »)	Allemagne
5N Plus Lübeck GmbH	Allemagne
5N Plus Asia Limited	Hong Kong
5N Plus Wisconsin Inc.	États-Unis
5N Plus Semiconductors LLC	États-Unis

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

b) Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours du change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires et les éléments des produits et des charges libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date des transactions respectives. Les profits et pertes de change sont présentés dans le poste « (Profit) perte de change » à l'état du résultat net consolidé.

c) Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs de filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change découlant de cette conversion sont inclus dans le poste « Écart de change » dans les autres éléments du résultat global. Les produits et les charges sont convertis aux cours du change moyens de la période.

Information sectorielle

Les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources.

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie, de cellules solaires destinées à des applications spatiales et d'assemblages. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé et de la production industrielle. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudres spécialisées sont regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social et montants non affectés ».

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. Toutes les transactions entre le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance ont été éliminées à la consolidation.

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services et sont évalués aux montants stipulés dans les contrats conclus avec les clients.

La vente de produits manufacturés est comptabilisée lorsque les produits sont livrés au client, ce qui correspond également au moment où le contrôle des produits est transféré, et lorsqu'il n'existe plus aucune obligation non remplie susceptible d'avoir une incidence sur l'acceptation des produits par le client. La livraison a lieu lorsque les produits ont été expédiés à l'emplacement convenu, que le risque de perte a été transféré au client et que ce dernier a accepté les produits conformément au contrat de vente.

Les créances sont comptabilisées une fois que les produits ont été livrés ou que les services ont été rendus, car c'est à ce moment précis que la contrepartie est inconditionnelle, seul l'écoulement du temps permettant de déterminer que le paiement est exigible. La Société ne s'attend pas à conclure des contrats pour lesquels la période entre la fourniture des produits ou services promis à un client et le paiement par le client excède un an. Par conséquent, la Société ne procède à aucun ajustement des prix de transaction pour refléter la valeur temps de l'argent.

La Société comptabilise des produits différés à titre de passifs non courants pour les contrats générateurs de produits à long terme conclus avec des clients. Ces contrats sont comptabilisés d'après le nombre estimé de produits manufacturés devant être livrés. La partie de ce montant qui devrait être réalisée dans un délai d'un an est comptabilisée au poste « Partie courante des produits différés ». Les paiements en trésorerie reçus ou les avances à recevoir aux termes d'accords contractuels en lien avec la vente de biens sont également comptabilisés dans les produits différés jusqu'au moment où toutes les conditions de comptabilisation des produits énoncées précédemment sont respectées. La Société ne s'attend pas à conclure d'accords contractuels aux termes desquels des paiements en trésorerie ou des avances seront reçus plus d'un an avant la livraison des biens sous-jacents. Par conséquent, ces avances sont également présentées au poste « Partie courante des produits différés ».

Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont attachées.

Les subventions qui compensent une dépense spécifique engagée par la Société sont comptabilisées en réduction des charges connexes à l'état du résultat net consolidé.

Les subventions liées à des actifs sont portées en diminution de la valeur comptable des actifs auxquels elles sont liées. Ces subventions sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises ultérieures, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en tenant compte des valeurs résiduelles. Les durées d'utilité sont comme suit :

	Période
Terrains	Non amortis
Bâtiments	25 ans
Matériel de production	Jusqu'à 15 ans
Mobilier	De 3 à 10 ans
Matériel de bureau	De 3 à 10 ans
Matériel roulant	De 3 à 10 ans
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat de location

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les actifs visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

Contrats de location

La Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée.

Actifs au titre de droits d'utilisation
Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien, ou sur la durée du contrat de location si elle est plus courte.

Obligations locatives
Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée nette des paiements de loyers futurs.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises, le cas échéant.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une base linéaire sur leur durée d'utilité suivante en années :

	Période
Relations clients	15 ans
Technologie	Au plus 15 ans
Nom commercial	10 ans
Logiciels	5 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans
Carnet de commandes	3 ans

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et est initialement évalué à la date d'acquisition. Par la suite, le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

À la date de l'acquisition, le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux secteurs opérationnels de la Société, soit le niveau auquel le principal décideur opérationnel de la Société en assure le suivi. L'UGT est soumise annuellement à un test de dépréciation, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'UGT pourrait s'être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'UGT, puis à la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises au cours de périodes ultérieures.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers de la Société qui ont une durée d'utilité indéterminée et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés ne sont pas amortis, et leur valeur comptable est soumise à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'il existe un indice de dépréciation. Les actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée du coût de sortie. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement, sauf si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs, auquel cas l'UGT à laquelle l'actif appartient est utilisée pour déterminer la valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue la possibilité que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement puissent faire l'objet d'une reprise. Une perte de valeur est reprise s'il existe des indices que la perte a diminué ou n'existe plus en raison de modifications apportées aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée à la suite d'une reprise de perte de valeur, ne doit cependant pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Les reprises sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Instruments financiers

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux actifs sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Les actifs financiers et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état de la situation financière consolidé si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Évaluation
Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers ou des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé.

L'évaluation au cours des périodes ultérieures dépend du classement de l'instrument financier. La Société a classé ses instruments financiers dans les catégories suivantes en se basant sur la raison pour laquelle ils ont été acquis et sur leurs caractéristiques.

Actifs financiers
Titres de créance
Lors des évaluations ultérieures, la Société classe ses titres de créances selon deux catégories d'évaluation, soit :

- Coût amorti : Les actifs détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces derniers représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout profit ou toute perte découlant de la décomptabilisation est directement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres profits et pertes, avec les profits et pertes de change. Les pertes de valeur sont présentées dans un poste distinct à l'état du résultat net consolidé.
- Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Les actifs ne respectant pas les critères de comptabilisation au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) sont évalués à la JVRN. Un profit ou une perte sur un titre de créance qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Placement en instruments de capitaux propres
Pour l'évaluation ultérieure, les placements en instruments de capitaux propres que la Société n'a pas fait le choix irrévocable de présenter à la JVAERG sont évalués à la JVRN. Le profit ou la perte sur un placement en instruments de capitaux propres qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Passifs financiers
Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers qui sont évalués à la JVRN. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

Classement des instruments financiers

Catégorie	Instruments financiers
Actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	Swap sur rendement total (note 18) Placement en instruments de capitaux propres (note 11) Placement affecté (note 11)
Actifs financiers et passifs financiers au coût amorti	Trésorerie Créances Trésorerie détenue en mains tierces (note 6) Dettes fournisseurs et charges à payer Dette à long terme

Dépréciation
À chaque date de clôture, la Société évalue de manière prospective les pertes de crédit attendues découlant de ses titres de créance comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée nécessite de déterminer s'il y a eu une importante augmentation du risque de crédit.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée, laquelle exige que les pertes attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des créances (note 26). La Société suppose qu'il n'y a aucune augmentation importante du risque de crédit pour les instruments dont le risque de crédit est faible.

Instruments financiers dérivés et activités de couverture
Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte qui en résulte dépend de la désignation ou non du dérivé à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, la Société n'a désigné aucun instrument financier dérivé comme instrument de couverture.

Trésorerie détenue en mains tierces

La trésorerie détenue en mains tierces correspond à la trésorerie soumise à des restrictions aux termes d'un accord contractuel, et elle est détenue dans un compte bancaire séparé. La trésorerie détenue en mains tierces est présentée dans les autres actifs courants.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en deçà du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale), de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à prix fixe à long terme. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées, et le coût moyen des matières premières est comptabilisé séparément pendant toute la durée des contrats.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice, qui comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé, sauf si elle est liée à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas la charge d'impôt est aussi comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

a) Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est établie d'après les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état de la situation financière consolidé dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le bénéfice imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qu'elle s'attend à devoir payer à l'administration fiscale.

b) Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés s'ils découlent de la comptabilisation initiale du goodwill. L'impôt différé est calculé selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière consolidé et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle les actifs d'impôt différé correspondants seront réalisés ou les passifs d'impôt différé correspondants seront réglés.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporaires pourront être imputées, sera disponible.

Un impôt différé est présenté pour rendre compte de l'incidence des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, sauf dans le cas des passifs d'impôt différé lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont inscrits dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé pour la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement qui sont des frais directement attribuables, internes ou externes, sont passés en charges à l'état du résultat net consolidé, sauf si la Société peut démontrer tout ce qui suit (auquel cas, ils sont comptabilisés dans les frais de développement compris dans les immobilisations incorporelles) :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. La Société doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle; et
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à deux régimes de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- le coût au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite obtenus par les membres du personnel est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé;
- aux fins du calcul des intérêts nets sur le passif net au titre des prestations, les actifs du régime sont évalués à la juste valeur; et
- les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les capitaux propres, dans les autres éléments du résultat global, au cours de la période pendant laquelle ils se produisent.

Paiements fondés sur des actions

La juste valeur du régime de paiements fondés sur des actions qui sont réglés en instruments de capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé sur la période d'acquisition graduelle des droits, la juste valeur de chaque tranche étant comptabilisée sur sa propre période d'acquisition des droits compte tenu du nombre de droits dont l'acquisition est prévue.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de clôture jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur de la charge de rémunération est calculée en multipliant le nombre d'unités dont les droits seront vraisemblablement acquis par la juste valeur d'une unité à la date d'attribution selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société, en tenant compte de l'avancement de l'acquisition des droits. Jusqu'à ce que le passif soit réglé, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date du règlement, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Résultat par action

Le résultat dilué par action ne reflète les hypothèses de conversion, d'exercice ou d'émission éventuelle de titres que si ces hypothèses ont un effet dilutif sur le résultat par action. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations
Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers
La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La direction doit exercer une grande part de jugement pour déterminer la valeur recouvrable, puisqu'elle doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et déterminer un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks
Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat
La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

3. Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a évalué les nouvelles Normes IFRS de comptabilité publiées et entrées en vigueur et a déterminé qu'elles n'avaient pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Changements futurs de méthodes comptables

Les modifications et normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IFRS 9 et IFRS 7 – Instruments financiers
En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 et à IFRS 7 touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers. Les modifications contiennent notamment des indications sur les dates de comptabilisation et de décomptabilisation de certains actifs financiers et passifs financiers. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. La mise en œuvre de ces modifications ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 18 – États financiers : Présentation et informations à fournir
En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*. La nouvelle norme renferme une structure prescrite pour la présentation de l'état du résultat net, des obligations d'information se rapportant aux mesures de la performance définies par la direction et des indications sur le regroupement et la ventilation des informations financières. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

4. Créances

	2025	2024
	$	$
Créances clients, montant brut	**41 438**	35 410
Correction de valeur pour pertes (note 26)	**(34)**	(28)
Créances clients	**41 404**	35 382
Taxes de vente à recouvrer	**7 239**	3 882
Autres créances	**1 827**	2 908
Total des créances	**50 470**	42 172

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que le calcul de la correction de valeur pour pertes sont présentés à la note 26.

La quasi-totalité des créances est donnée en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

5. Stocks

	2025	2024
	$	$
Matières premières	**67 310**	51 316
Produits finis	**96 417**	86 507
Total des stocks	**163 727**	137 823

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, des stocks d'un montant total de 177 365 $ ont été passés en charges dans le coût des ventes (124 327 $ pour 2024).

La quasi-totalité des stocks est donnée en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

6. Autres actifs courants

	2025	2024
	$	$
Trésorerie détenue en mains tierces	**2 200**	1 937
Charges payées d'avance et créances diverses	**4 738**	4 532
Total des autres actifs courants	**6 938**	6 469

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA. Dans le cadre de la transaction, une provision a été comptabilisée afin de couvrir les coûts à être engagés par les nouveaux propriétaires pour assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales. De cette provision, un montant de 2,0 millions d'euros a été déposé en mains tierces. Au 31 décembre 2025, le solde du montant entiercé s'établissait à 1,9 million d'euros.

7. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Matériel de production	Travaux en cours	Mobilier, matériel de bureau et matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	$	$	$	$	$	$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	10 184	52 402	17 699	1 393	2 922	84 600
Ajouts	72	9 834	7 991	385	283	18 565
Sorties (note 28)	-	(1 254)	(1 082)	(3)	-	(2 339)
Amortissement	(744)	(9 364)	-	(502)	(429)	(11 039)
Dépréciation	-	(440)	(567)	-	-	(1 007)
Transfert entre catégories	73	16 765	(18 254)	34	1 382	-
Incidence des variations du taux de change	(38)	(2 228)	(309)	(28)	(182)	(2 785)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	9 547	65 715	5 478	1 279	3 976	85 995
Ajouts	**46**	**1 495**	**18 203**	**299**	**210**	**20 253**
Sorties (note 28)	**-**	**(15)**	**-**	**(3)**	**(1)**	**(19)**
Amortissement	**(691)**	**(10 168)**	**-**	**(488)**	**(494)**	**(11 841)**
Dépréciation	**-**	**(475)**	**-**	**-**	**-**	**(475)**
Transfert entre catégories	**170**	**4 751**	**(9 092)**	**936**	**3 235**	**-**
Incidence des variations du taux de change	**45**	**4 774**	**424**	**47**	**431**	**5 721**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2025	**9 117**	**66 077**	**15 013**	**2 070**	**7 357**	**99 634**
Au 31 décembre 2024						
Coût	18 828	125 054	5 478	5 191	8 074	162 625
Cumul des amortissements	(9 281)	(59 339)	-	(3 912)	(4 098)	(76 630)
Valeur comptable nette	9 547	65 715	5 478	1 279	3 976	85 995
Au 31 décembre 2025						
Coût	**19 195**	**136 302**	**15 013**	**6 325**	**12 082**	**188 917**
Cumul des amortissements	**(10 078)**	**(70 225)**	**-**	**(4 255)**	**(4 725)**	**(89 283)**
Valeur comptable nette	**9 117**	**66 077**	**15 013**	**2 070**	**7 357**	**99 634**

Au cours de l'exercice 2025, la Société a comptabilisé un montant de 475 $ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société d'abandonner la production d'un produit mineur.

Au cours de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un montant de 567 $ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Semiconducteurs spécialisés, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société d'abandonner la construction d'un actif.

Au cours de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un montant de 440 $ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de prioriser certaines opérations de production pour soutenir ses activités de base.

Au 31 décembre 2025, les immobilisations corporelles comprenaient des paiements anticipés pour travaux en cours de 1 217 $ (669 $ au 31 décembre 2024).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les ajouts d'immobilisations corporelles comprenaient un montant de 345 $ au titre de l'aide gouvernementale (1 332 $ pour 2024) comptabilisé en lien avec les prêts ne portant pas intérêt (note 13).

La quasi-totalité des immobilisations corporelles est donnée en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

8. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

	Bâtiments	Matériel de production	Matériel de bureau et matériel roulant	Total
	$	$	$	$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	28 781	128	381	29 290
Ajouts	2 434	135	178	2 747
Modifications apportées à des contrats de location	189	-	-	189
Amortissement	(2 337)	(68)	(206)	(2 611)
Incidence des variations du taux de change et autres	(1 013)	-	(19)	(1 032)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	28 054	195	334	28 583
Ajouts	**-**	**81**	**288**	**369**
Amortissement	**(2 397)**	**(66)**	**(220)**	**(2 683)**
Incidence des variations du taux de change et autres	**1 993**	**-**	**13**	**2 006**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2025	**27 650**	**210**	**415**	**28 275**
Au 31 décembre 2024				
Coût	36 781	375	732	37 888
Cumul des amortissements	(8 727)	(180)	(398)	(9 305)
Valeur comptable nette	28 054	195	334	28 583
Au 31 décembre 2025				
Coût	**39 246**	**314**	**844**	**40 404**
Cumul des amortissements	**(11 596)**	**(104)**	**(429)**	**(12 129)**
Valeur comptable nette	**27 650**	**210**	**415**	**28 275**

Obligations locatives

	2025	2024
	$	$
Partie courante	**2 170**	1 952
Partie non courante	**27 983**	27 450
Total des obligations locatives (note 20)	**30 153**	29 402

Montants comptabilisés à l'état du résultat net consolidé :

	2025	2024
	$	$
Intérêts théoriques[1]	**1 069**	1 095
Produits tirés de la sous-location d'actifs au titre de droits d'utilisation[2]	**(76)**	(66)
Paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative[3]	**223**	221
Charges relatives à des contrats de location à court terme et à des biens de faible valeur[3]	**546**	493

1) Inclus dans les charges financières.

2) Inclus dans les autres charges (produits), montant net.

3) Inclus dans le coût des ventes et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration.

9. Immobilisations incorporelles

	Relations clients	Technologie	Nom commercial, logiciels, frais de développement et autres	Total
	$	**$**	**$**	**$**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	8 829	11 556	8 919	29 304
Ajouts	-	-	418	418
Amortissement	(688)	(1 114)	(1 339)	(3 141)
Dépréciation	-	(729)	(970)	(1 699)
Incidence des variations du taux de change	(798)	(953)	(202)	(1 953)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	7 343	8 760	6 826	22 929
Ajouts	**-**	**-**	**651**	**651**
Amortissement	**(674)**	**(809)**	**(1 362)**	**(2 845)**
Incidence des variations du taux de change	**934**	**1 116**	**332**	**2 382**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2025	**7 603**	**9 067**	**6 447**	**23 117**
Au 31 décembre 2024				
Coût	9 402	13 079	15 712	38 193
Cumul des amortissements	(2 059)	(4 319)	(8 886)	(15 264)
Valeur comptable nette	7 343	8 760	6 826	22 929
Au 31 décembre 2025				
Coût	**10 635**	**14 601**	**16 857**	**42 093**
Cumul des amortissements	**(3 032)**	**(5 534)**	**(10 410)**	**(18 976)**
Valeur comptable nette	**7 603**	**9 067**	**6 447**	**23 117**

Au 31 décembre 2025, les immobilisations incorporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à 1 289 $ (826 $ en 2024). Les frais de développement, qui comprennent des coûts inscrits à l'actif de 7 969 $ (7 472 $ en 2024), ont trait aux immobilisations incorporelles générées en interne.

Au cours de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un montant de 1 699 $ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations incorporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable de la technologie et des frais de développement à la suite de la vente par la Société de matériel de production inutilisé, une évaluation tenant compte des flux de trésorerie résiduels attendus de ces immobilisations incorporelles.

10. Goodwill

	2025	2024
	$	$
Début de l'exercice	**10 665**	11 825
Incidence des variations du taux de change	**1 397**	(1 160)
Fin de l'exercice	**12 062**	10 665

Le goodwill de la Société est lié à AZUR, qui fait partie du secteur Semiconducteurs spécialisés. À la lumière des résultats obtenus à l'issue du test de dépréciation annuel de la Société, il a été déterminé qu'il n'était pas nécessaire de comptabiliser de perte de valeur. La valeur recouvrable a été établie à partir de la valeur d'utilité de l'UGT, calculée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour cette méthode sont décrites ci-après :

- Flux de trésorerie : Les flux de trésorerie estimatifs ont été projetés d'après les résultats d'exploitation réels de sources internes, en tenant compte des tendances du secteur et du marché. Pour les trois premières années de la période de projection de cinq ans, les prévisions ont été établies par la direction. Pour la période de deux ans restante, les flux de trésorerie ont été calculés au moyen du taux de croissance annuel composé des produits de 2020 à 2025.
- Taux de croissance final : Un taux de croissance final de 5,0 %, établi d'après les attentes du secteur et les tendances du marché, a été utilisé pour extrapoler les projections de la Société.
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt estimé en fonction du coût moyen pondéré du capital historique pour le secteur. Le taux d'actualisation utilisé était de 9,4 % (8,3 % en 2024).

11. Autres actifs

	2025	2024
	$	$
Frais de financement différés	**868**	372
Placement en instruments de capitaux propres	**1 687**	3 000
Charges payées d'avance	**-**	101
Placement affecté et autres	**517**	509
Total des autres actifs	**3 072**	3 982

En décembre 2025, une perte de réévaluation de 313 $ a été comptabilisée à l'égard des actifs financiers à la suite de la révision des estimations de la juste valeur de l'instrument de capitaux propres que la Société détient dans Microbion Corporation (« Microbion »). Ce montant s'ajoute à la perte de réévaluation de 1 000 $ comptabilisée en juin 2025, ce qui porte le total de la perte de réévaluation à 1 313 $ pour l'exercice 2025, comparativement à 1 000 $ pour l'exercice 2024. La révision des estimations de la juste valeur de l'instrument de capitaux propres que la Société détient dans Microbion reflète les difficultés croissantes des sociétés de recherche pharmaceutique à mobiliser des capitaux. Au 31 décembre 2025, la participation de la Société dans Microbion était évaluée à 1 687 $ (3 000 $ au 31 décembre 2024).

La Société détient également un placement affecté de 515 $ (507 $ en 2024), qui est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

12. Dettes fournisseurs et charges à payer

	2025	2024
	$	$
Dettes fournisseurs	**31 111**	15 286
Charges à payer[1]	**47 985**	26 830
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	**79 096**	42 116

1) Au 31 décembre 2025, un montant de 2 094 $ était encore à payer en ce qui a trait à la provision de 3 241 $ non réglée au 31 décembre 2024.

13. Dette à long terme

	2025	2024
	$	$
Facilité renouvelable garantie de premier rang de 154 000 $ auprès d'un syndicat bancaire, échéant en mars 2029	**90 500**	105 500
Prêt subordonné à terme consenti par Investissement Québec, échéant en mars 2028	**15 000**	15 000
Prêt ne portant pas intérêt consenti par Investissement Québec, échéant en février 2030	**1 398**	1 210
Prêt portant intérêt consenti par Investissement Québec, échéant en septembre 2030	**1 765**	-
Prêt ne portant pas intérêt consenti par Développement économique Canada pour les régions du Québec, échéant en décembre 2032	**1 174**	493
	109 837	122 203
Moins la partie courante de la dette à long terme	**(1 233)**	-
	108 604	122 203

Facilité renouvelable garantie de premier rang

En mars 2025, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 154 000 $ échéant en mars 2029 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 $ échéant en avril 2026. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 50 000 $, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4 000 $) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong, au taux SOFR ou au taux CORRA majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2025, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt subordonné à terme consenti par Investissement Québec

En mars 2024, la Société a conclu une convention de prêt subordonné à terme de 15 000 $ avec Investissement Québec pour remplacer le précédent prêt subordonné à terme de 25 000 $ dont l'échéance était prévue en mars 2024. Le nouveau prêt à terme porte intérêt à un taux équivalent au taux des obligations du Trésor américain à quatre ans majoré d'une marge de 5,38 %, soit 9,71 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2025, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt ne portant pas intérêt consenti par Investissement Québec
En février 2024, la Société a reçu un montant de 2 700 $ CA d'Investissement Québec en vertu d'un prêt à terme ne portant pas intérêt dont il est possible de prélever un montant maximum de 2 850 $ CA en fonction des dépenses en immobilisations admissibles engagées en lien avec les investissements de la Société dans son installation de fabrication située à Montréal. Sous réserve du respect de certains critères, la Société s'attend à ce que le prêt fasse l'objet d'une exonération de remboursement de 500 $ CA. Le prêt est assorti d'un moratoire de deux ans sur le remboursement et est, par la suite, remboursable par versements mensuels sur une période de quatre ans. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2025, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt portant intérêt consenti par Investissement Québec
En octobre 2025, la Société a reçu un montant de 2 619 $ CA d'Investissement Québec en vertu d'un prêt à terme dont il est possible de prélever un montant maximum de 8 000 $ CA en fonction des dépenses en immobilisations admissibles engagées en lien avec les investissements de la Société dans son installation de fabrication située à Montréal. Le nouveau prêt à terme porte intérêt à un taux équivalent au taux des obligations du Gouvernement du Québec à sept ans, soit 4,01 %. Sous réserve du respect de certains critères, le prêt pourrait faire l'objet d'une exonération de remboursement d'un montant pouvant aller jusqu'à 2 000 $ CA. Le prêt est remboursable par versements mensuels de 100 $ CA sur une période de cinq ans, tout montant restant du prêt n'ayant pas fait l'objet d'une exonération étant payable à la fin de la période de cinq ans.

Prêt ne portant pas intérêt consenti par Développement économique Canada pour les régions du Québec
En mars 2025, la Société a reçu un montant de 1 258 $ CA de Développement économique Canada pour les régions du Québec en vertu d'une convention de prêt à terme ne portant pas intérêt dont il est possible de prélever un montant maximum de 3 000 $ CA en fonction des dépenses en immobilisations admissibles engagées, ce qui porte le montant total emprunté par la Société à 2 475 $ CA. La Société bénéficiera d'un moratoire de deux ans se terminant le 31 décembre 2027 sur le remboursement du prêt ne portant pas intérêt. Par la suite, le prêt est remboursable par versements mensuels sur une période de cinq ans.

14. Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel

La Société a établi deux régimes de retraite à prestations définies en Allemagne, fondés sur le salaire ouvrant droit à pension et le nombre d'années de service.

Régime à prestations définies non capitalisé
Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise d'Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

Régime à prestations définies capitalisé
Les obligations au titre des prestations de retraite sont associées à un fonds de pension en vertu duquel un engagement en ce qui a trait à la pension de vieillesse, d'invalidité et de survivants a été donné aux directeurs et aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 2007 ou avant cette date. Les droits à prestations sont déterminés par la loi sur les régimes de retraite des employeurs (Gesetz über die Verbesserung der betrieblichen Altersversorgung). Le régime de retraite est entièrement capitalisé par l'entremise de deux fonds de stratégies à rendement absolu détenus auprès de Generali Pensionsfond AG. Ces fonds de placement sont cotés sur des marchés actifs.

	2025	2024
	$	$
Juste valeur des actifs des régimes	**2 334**	2 044
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée	**3 767**	3 632
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée, montant net	**1 433**	1 588
Valeur actualisée de l'obligation non capitalisée	**11 312**	11 036
Valeur actualisée des obligations, montant net	**12 745**	12 624

Les variations des obligations au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	2025			2024		
	Non capitalisées	**Capitalisées**	**Total**	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	$	**$**	**$**	$	$	$
Début de l'exercice	**11 036**	**3 632**	**14 668**	11 823	3 839	15 662
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**50**	**-**	**50**	45	-	45
Coût financier	**396**	**134**	**530**	394	129	523
Incidence des variations du taux de change	**1 429**	**461**	**1 890**	(697)	(240)	(937)
Prestations versées	**(818)**	**(210)**	**(1 028)**	(719)	(187)	(906)
Écarts actuariels						
Découlant de changements dans les hypothèses financières	**(649)**	**(282)**	**(931)**	112	60	172
Découlant de changements dans d'autres hypothèses	**(132)**	**32**	**(100)**	78	31	109
Fin de l'exercice	**11 312**	**3 767**	**15 079**	11 036	3 632	14 668

Les variations des actifs des régimes se présentent comme suit :

	2025	2024
	$	$
Début de l'exercice	**2 044**	2 269
Produits d'intérêts	**77**	75
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans les produits d'intérêts	**81**	4
Cotisations	**77**	22
Prestations de retraite versées	**(210)**	(187)
Incidence des variations du taux de change	**265**	(139)
Fin de l'exercice	**2 334**	2 044

Les principales hypothèses actuarielles aux 31 décembre se présentent comme suit :

	2025		2024	
	Non capitalisées	**Capitalisées**	Non capitalisées	Capitalisées
Taux d'actualisation	**4,0 %**	**4,1 %**	3,4 %	3,5 %
Taux de croissance des salaires	**2,5 %**	**2,5 %**	2,5 %	2,5 %
Taux de croissance des retraites	**2,3 %**	**2,1 %**	2,3 %	2,1 %

Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables de mortalité intitulées « Richttafeln 2018 G » du professeur Klaus Heubeck, qui sont utilisées comme données biométriques de base selon l'âge anticipé de la retraite conformément à la loi RV-Altersgrenzenanpassungsgesetz datée du 20 avril 2007 pour le régime à prestations définies non capitalisé et selon l'âge anticipé de la retraite établi à 65 ans pour le régime à prestations définies capitalisé.

La sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. L'incidence sur chaque régime de la variation d'une hypothèse est pondérée proportionnellement au total des obligations de retraite pour établir l'incidence totale de chaque hypothèse présentée.

	Incidence sur les obligations au titre des prestations définies					
	Variation de l'hypothèse		**Augmentation de l'hypothèse**		**Diminution de l'hypothèse**	
	Non capitalisées	**Capitalisées**	**Non capitalisées**	**Capitalisées**	**Non capitalisées**	**Capitalisées**
Taux d'actualisation	0,50 %	0,50 %	(4,59) %	(5,37) %	5,00 %	5,91 %
Taux de croissance des salaires	0,50 %	0,50 %	0,15 %	- %	(0,15) %	- %
Taux de croissance des retraites	0,50 %	0,50 %	4,54 %	4,89 %	(4,22) %	(4,54) %
			Augmentation de l'hypothèse de 1 an		**Diminution de l'hypothèse de 1 an**	
			Non capitalisées	**Capitalisées**	**Non capitalisées**	**Capitalisées**
Espérance de vie			4,09 %	3,50 %	(3,62) %	(3,12) %

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies capitalisées et non capitalisées est respectivement de 9,49 ans et 11,34 ans (10,19 ans et 12,17 ans en 2024).

Du fait de ses régimes de retraite à prestations définies, la Société est exposée à un certain nombre de risques, dont les plus importants sont décrits ci-après.

La Société est principalement exposée aux risques liés à l'économie et à la démographie, tels que l'inflation des salaires et les variations de l'espérance de vie, tout particulièrement en ce qui a trait à ses obligations au titre des régimes d'avantages du personnel. Ces obligations consistent à fournir des avantages pour la durée de vie des bénéficiaires. Par conséquent, si l'espérance de vie augmente, les passifs de ces régimes augmenteront aussi. Ces obligations dépendent aussi du taux d'actualisation.

Les actifs du régime de retraite à prestations définies sont investis pour pouvoir satisfaire aux obligations au titre des régimes de retraite capitalisées. La capacité de la Société à acquitter les obligations des régimes d'avantages du personnel au moyen des actifs des régimes est tributaire du risque de marché, comme le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le risque de crédit a également une incidence sur les actifs des régimes, car ils sont en partie composés de placements dans des obligations. Un défaut de la part de l'émetteur d'une obligation aurait pour effet de diminuer les actifs des régimes et la Société aurait, de ce fait, plus de difficulté à respecter les obligations des régimes d'avantages du personnel.

L'analyse des échéances prévues du passif au titre des prestations définies non actualisé se présente comme suit :

	2025			2024		
	Non capitalisées	**Capitalisées**	**Total**	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	$	**$**	**$**	$	$	$
Moins de 1 an	**879**	**232**	**1 111**	679	194	873
De 1 an à 5 ans	**3 428**	**948**	**4 376**	2 820	822	3 642
Plus de 5 ans	**13 420**	**5 396**	**18 816**	13 030	4 954	17 984
Total	**17 727**	**6 576**	**24 303**	16 529	5 970	22 499

Les cotisations qui devraient être versées aux régimes de retraite pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026 s'élèvent à 1 111 $.

15. Produits différés

	2025	2024
	$	$
Paiements anticipés de clients	**11 078**	9 754
Partie courante des produits différés liés à des contrats à long terme	**1 756**	1 452
Partie courante des produits différés	**12 834**	11 206
Partie non courante des produits différés liés à des contrats à long terme	**11 545**	8 688
Partie non courante des produits différés	**11 545**	8 688
Total des produits différés	**24 379**	19 894

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les produits réalisés en lien avec le solde des produits différés au début de l'exercice se sont élevés à 9 673 $ (9 118 $ en 2024).

16. Autres passifs

	2025	2024
	$	$
Début de l'exercice	**706**	3 669
Augmentation des passifs	**18**	-
Montants utilisés	**-**	(2 916)
Incidence des variations du taux de change	**93**	(47)
Fin de l'exercice	**817**	706

Au cours de l'exercice 2024, un dépôt de 2 850 $ a été comptabilisé en résultat à la sortie d'immobilisations corporelles. Au 31 décembre 2025, les autres passifs étaient essentiellement composés de primes d'ancienneté.

17. Impôt sur le résultat

	2025	2024
	$	$
Impôt exigible :		
Impôt exigible pour l'exercice	**15 961**	6 718
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	**425**	227
Total de l'impôt exigible	**16 386**	6 945
Impôt différé :		
Comptabilisation et résorption des différences temporaires	**(406)**	1 734
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	**(841)**	257
Total de l'impôt différé	**(1 247)**	1 991
Charge d'impôt	**15 139**	8 936

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat, calculé selon les taux d'impôt prévus par la loi au Canada, et de l'impôt sur le résultat comme présenté :

	2025	2024
	$	$
Résultat avant impôt sur le résultat	**65 705**	23 608
Taux d'impôt prévu par la loi au Canada	**26,5 %**	26,5 %
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi au Canada	**17 412**	6 256
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :		
Pertes non comptabilisées reportées en avant	**(1 245)**	969
Charge non déductible (profit non imposable) à des fins fiscales	**411**	(293)
Écart de change (non imposable) non déductible	**(2 544)**	1 169
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	**1 356**	12
Retenues d'impôt sur les dividendes de groupe	**250**	400
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	**(416)**	484
Autre	**(85)**	(61)
Charge d'impôt	**15 139**	8 936

Pour la Société, le taux d'impôt applicable prévu par la loi au Canada correspond aux taux combinés canadiens applicables à la compétence fiscale dont dépend la Société dans l'exercice de ses activités. Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	2025	2024
	$	$
Début de l'exercice	**1 621**	2 977
Impôt lié à des composantes des autres éléments du résultat global	**(510)**	86
Recouvrement (charge) comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	**1 247**	(1 991)
Incidence des variations du taux de change	**(736)**	549
Fin de l'exercice	**1 622**	1 621

Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes au sein d'une même compétence fiscale, se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles	Stocks	Immobilisations incorporelles	Perte reportée en avant	Autres attributs fiscaux reportés en avant	Obligation au titre des prestations de retraite	Divers	Total	Compensation par compétence fiscale	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Au 31 décembre 2023	608	1 005	467	7 104	989	3 672	102	13 947	(5 686)	8 261
(Charge) recouvrement comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	(151)	1 405	(467)	(1 855)	666	(626)	949	(79)		
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	-	86	-	86		
Incidence des variations du taux de change	-	-	-	-	-	-	549	549		
Au 31 décembre 2024	457	2 410	-	5 249	1 655	3 132	1 600	14 503	(7 145)	7 358
(Charge) recouvrement comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	**314**	**(589)**	**12**	**1 243**	**2 194**	**(10)**	**(123)**	**3 041**		
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(510)**	**-**	**(510)**		
Incidence des variations du taux de change	-	-	-	-	-	-	**(736)**	**(736)**		
Au 31 décembre 2025	**771**	**1 821**	**12**	**6 492**	**3 849**	**2 612**	**741**	**16 298**	**(9 503)**	**6 795**

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles	Stocks	Immobilisations incorporelles	Divers	Total	Compensation par compétence fiscale	Total
	$	$	$	$	$	$	$
Au 31 décembre 2023	2 435	-	8 287	248	10 970	(5 686)	5 284
Charge (recouvrement) comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	1 293	234	(1 315)	1 700	1 912		
Au 31 décembre 2024	3 728	234	6 972	1 948	12 882	(7 145)	5 737
Charge (recouvrement) comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	**(1 030)**	**(234)**	**(1 279)**	**4 337**	**1 794**		
Au 31 décembre 2025	**2 698**	**-**	**5 693**	**6 285**	**14 676**	**(9 503)**	**5 173**

Aucun passif d'impôt différé relatif aux retenues d'impôt et aux impôts qui seraient payables sur le résultat non distribué de certaines filiales n'a été comptabilisé. Ces montants sont toujours réinvestis. Le résultat non distribué s'élevait au total à 131 513 $ au 31 décembre 2025 (76 484 $ en 2024).

Au 31 décembre 2025, les pertes fiscales d'exploitation de la Société pouvant être reportées en avant et pour lesquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée sont les suivantes :

	$	Échéance
Belgique	15 616	Aucune limite
États-Unis	27 214	Aucune limite
Hong Kong	9 302	Aucune limite

18. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit de l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs financiers et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La valeur comptable se rapproche de la juste valeur de ses actifs financiers et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie, les créances, la trésorerie détenue en mains tierces ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer en raison de l'échéance à court terme de ces instruments;
- la juste valeur de son placement en instruments de capitaux propres est calculée en utilisant des données d'entrée non observables importantes, qui représentent la meilleure information disponible;
- la juste valeur de son placement affecté est calculée en utilisant l'espérance de vie prévue, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et les taux d'actualisation estimés. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture;
- la juste valeur des instruments dérivés, qui comprennent le swap sur rendement total, est calculée en tenant compte des fluctuations du cours de l'action libellée en dollars canadiens et des taux de change, déduction faite du coût financier restant. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture. Les instruments dérivés tiennent compte du montant estimé que la Société recevra ou aura à payer pour régler les contrats à la date de clôture; et
- la juste valeur de la dette à long terme est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculée au moyen du taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments financiers aux 31 décembre 2025 et 2024 :

Au 31 décembre 2025				**Valeur comptable**
	À la juste valeur par le biais du résultat net	**Au coût amorti**	**Passifs financiers au coût amorti**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**
Actifs financiers				
Trésorerie	**-**	**59 573**	**-**	**59 573**
Créances	**-**	**50 470**	**-**	**50 470**
Actifs financiers dérivés	**19 593**	**-**	**-**	**19 593**
Autres actifs courants	**-**	**2 200**	**-**	**2 200**
Autres actifs non courants	**2 202**	**-**	**-**	**2 202**
Total	**21 795**	**112 243**	**-**	**134 038**
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	**-**	**-**	**79 096**	**79 096**
Dette à long terme	**-**	**-**	**109 837**	**109 837**
Total	**-**	**-**	**188 933**	**188 933**

Au 31 décembre 2024				Valeur comptable
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	$	$	$	$
Actifs financiers				
Trésorerie	-	22 142	-	22 142
Créances	-	42 172	-	42 172
Actifs financiers dérivés	6 978	-	-	6 978
Autres actifs courants	-	1 937	-	1 937
Autres actifs non courants	3 507	-	-	3 507
Total	10 485	66 251	-	76 736
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	42 116	42 116
Dette à long terme	-	-	122 203	122 203
Total	-	-	164 319	164 319

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées pour les évaluations, et ses niveaux se présentent comme suit :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou pour le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix); et
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui comprennent des données non observables importantes.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers, par niveau, évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé :

Au 31 décembre 2025	**Niveau 1**	**Niveau 2**	**Niveau 3**
	$	**$**	**$**
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur rendement total	**-**	**19 593**	**-**
Placement en instruments de capitaux propres (note 11)	**-**	**-**	**1 687**
Placement affecté (note 11)	**-**	**-**	**515**
Total	**-**	**19 593**	**2 202**

Au 31 décembre 2024	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	$	$	$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur rendement total	-	6 978	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 11)	-	-	3 000
Placement affecté (note 11)	-	-	507
Total	-	6 978	3 507

En février 2025, la Société a reçu un montant de 6 898 $ au moment du règlement et du renouvellement de son swap sur rendement total.

La Société a recours à un swap sur rendement total afin de réduire l'exposition de ses bénéfices aux fluctuations du cours de son action pour ses régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Aux termes de ce swap, la Société obtient les avantages économiques de l'appréciation du cours de l'action, tout en effectuant des paiements à l'institution financière au titre des coûts de financement engagés par l'institution et de toute moins-value du cours de l'action. Le swap sur rendement total permet de contrebalancer en partie les fluctuations du cours de l'action de la Société se répercutant sur le coût des régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Au 31 décembre 2025, le swap sur rendement total visait 2 571 569 actions ordinaires de la Société.

19. Secteurs opérationnels

Les tableaux qui suivent présentent les informations examinées par le principal décideur opérationnel de la Société pour l'évaluation de la performance :

	2025	2024
	$	$
Semiconducteurs spécialisés	**285 404**	202 329
Matériaux de haute performance	**105 658**	86 952
Total des produits	**391 062**	289 281
Semiconducteurs spécialisés	**70 059**	44 008
Matériaux de haute performance	**35 139**	22 072
Siège social et montants non affectés	**(12 755)**	(12 748)
BAIIA ajusté[1]	**92 443**	53 332
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	**9 454**	9 169
Amortissement	**17 369**	16 791
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions (note 23)	**(1 429)**	906
Profit de change	**(720)**	(549)
Perte à la réévaluation d'un instrument financier (notes 11 et 28)	**1 313**	1 000
Dépréciation des actifs non courants (notes 7, 9 et 28)	**475**	2 706
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles (notes 7 et 28)	**-**	(2 089)
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration (note 28)	**(969)**	1 790
Coûts de mise en place du système ERP (note 28)	**1 245**	-
Résultat avant impôt sur le résultat	**65 705**	23 608

1) Résultat avant impôt sur le résultat, amortissement, (recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions, coûts de mise en place du système ERP, dépréciation des actifs non courants, perte à la réévaluation d'un instrument financier, (profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et charges financières.

Dépenses en immobilisations	**2025**	2024
	$	$
Semiconducteurs spécialisés	**14 194**	16 183
Matériaux de haute performance	**3 994**	4 537
Siège social et montants non affectés	**1 962**	47
Total	**20 150**	20 767

Actifs excluant les actifs d'impôt différé	**2025**	2024
	$	$
Semiconducteurs spécialisés	**260 576**	199 224
Matériaux de haute performance	**165 787**	146 788
Siège social et montants non affectés	**41 972**	23 537
Total	**468 335**	369 549

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement de ses clients pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2025 et 2024 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits	**2025**	2024
	$	$
Asie		
Chine	**16 356**	12 109
Japon	**8 783**	6 045
Autre	**42 872**	18 114
Amériques		
États-Unis	**188 052**	138 000
Autre	**13 547**	8 244
Europe		
Allemagne	**58 456**	52 235
Belgique	**5 017**	8 905
France	**6 315**	7 771
Autre	**47 566**	30 835
Autre	**4 098**	7 023
Total	**391 062**	289 281

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, un client représentait environ 32 % (26 % en 2024) des produits, tous inclus dans le secteur Semiconducteurs spécialisés.

Actifs non courants (excluant les actifs d'impôt différé et les instruments financiers)	**2025**	2024
	$	$
Asie	**2 767**	3 007
États-Unis	**10 162**	11 090
Canada	**33 662**	29 556
Allemagne	**117 367**	104 994
Total	**163 958**	148 647

20. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation est la suivante :

	2025	2024
	$	$
(Augmentation) diminution des actifs :		
Créances	**(6 159)**	(9 354)
Stocks	**(20 222)**	(33 864)
Impôt sur le résultat à recevoir	**(63)**	(139)
Autres actifs courants	**(238)**	9
Augmentation (diminution) des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	**14 123**	(1 682)
Impôt sur le résultat à payer	**8 479**	685
Produits différés	**1 623**	1 979
Variation nette	**(2 457)**	(42 366)

b) Le rapprochement des actifs/passifs découlant des activités de financement se présente comme suit :

			Variations hors trésorerie				
	31 décembre 2024	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	**31 décembre 2025**
	$	$	$	$	$	$	**$**
Dette à long terme (note 13)	122 203	(12 391)	223	147	(345)	-	**109 837**
Obligations locatives (note 8)	29 402	(3 165)	1 069	2 478	-	369	**30 153**
Total du passif net découlant des activités de financement	151 605	(15 556)	1 292	2 625	(345)	369	**139 990**

			Variations hors trésorerie				
	31 décembre 2023	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	31 décembre 2024
	$	$	$	$	$	$	$
Dette à long terme	108 500	14 889	137	(102)	(1 332)	111	122 203
Obligations locatives	30 139	(3 052)	1 095	(1 716)	-	2 936	29 402
Total du passif net découlant des activités de financement	138 639	11 837	1 232	(1 818)	(1 332)	3 047	151 605

c) Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux des flux de trésorerie consolidés, soit incluses dans ceux-ci :

	2025	2024
	$	$
Exclusion des ajouts impayés à la fin de l'exercice :		
Ajouts d'immobilisations corporelles	**792**	344
Inclusion des ajouts impayés au début de l'exercice :		
Ajouts d'immobilisations corporelles	**344**	1 214
Exclusion du produit hors trésorerie de la sortie d'immobilisations corporelles (note 28)	**-**	200

d) Les ajouts d'immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	2025	2024
	$	$
Ajouts d'immobilisations corporelles avant paiements anticipés	**17 618**	19 444
Paiements anticipés pour travaux en cours	**2 532**	1 323
Ajouts d'immobilisations corporelles	**20 150**	20 767

21. Capital-actions

Autorisé :

- un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action; et
- un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration. Aux 31 décembre 2025 et 2024, aucune action privilégiée n'avait été émise.

22. Résultat par action

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat de base et dilué par action :

Numérateurs	**2025**	2024
	$	$
Résultat net pour l'exercice	**50 566**	14 672

Dénominateurs	**2025**	2024
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	**89 061 859**	88 886 157
Effet dilutif :		
Options sur actions	**951 683**	777 483
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	**90 013 542**	89 663 640

Au 31 décembre 2025, aucune option sur actions n'était exclue du nombre moyen pondéré d'actions – dilué en raison de leur effet antidilutif.

Au 31 décembre 2024, 139 620 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif.

23. Rémunération à base d'actions

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime »)

Le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquièrent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquièrent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Dans le cas d'un licenciement motivé par la Société ou d'une démission volontaire du participant avant la fin d'un cycle de rendement, toutes les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance, à la date à laquelle le participant est informé de son licenciement ou démissionne.

Dans le cas d'une cessation d'emploi non motivée par la Société, par exemple, si le participant est considéré comme étant en congé d'invalidité à long terme ou si le participant prend sa retraite avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquises à la date de la cessation d'emploi sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin du cycle de rendement et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Dans le cas du décès du participant avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquises sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin de l'exercice précédant le décès du participant et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises selon le régime s'élève à 5 000 000. Les actions ordinaires relatives aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement devant être réglées au moyen de l'émission d'actions ordinaires, mais qui ont fait l'objet d'une renonciation ou qui ont été annulées ou réglées au comptant, doivent être disponibles pour les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement pouvant être attribuées par la suite aux termes de ce régime. Aucune unité d'actions restreinte ou unité d'actions liée au rendement devant être réglée au moyen de l'émission d'actions ordinaires ne peut être attribuée à un participant sauf si le nombre d'actions ordinaires : a) émises à des « initiés » au cours d'une période de un an donnée; et b) pouvant être émises à des « initiés » en tout temps aux termes du régime, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération fondés sur des actions de la Société, ne peut dépasser 10 % du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, dans le cadre du régime, la Société a attribué 81 238 unités d'actions restreintes (121 870 pour 2024), elle en a réglé 92 496 (75 542 pour 2024), et 4 152 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (4 500 pour 2024). Au 31 décembre 2025, 346 314 unités d'actions restreintes étaient en cours (361 724 pour 2024) dans le cadre du régime.

Au 31 décembre 2025, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (aucune pour 2024).

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le régime de droits à l'appréciation d'actions permet à la Société d'attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction et aux employés étrangers qui y sont admissibles des options sur actions fictives. Les droits à l'appréciation d'actions ont généralement une durée de six ans et s'acquièrent de façon égale sur une période de quatre ans à raison de 25 % par année à compter de l'exercice suivant la date d'attribution des droits à l'appréciation d'actions. Le montant versé en trésorerie est égal à la somme des différences positives entre le cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'exercice et le prix d'attribution de chaque droit à l'appréciation d'actions racheté.

Les variations des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passées en charges à la fin de chaque période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a attribué 47 097 droits à l'appréciation d'actions (78 955 pour 2024), elle en a réglé 67 491 (508 420 pour 2024), et n'en a annulé aucun (aucun pour 2024). Au 31 décembre 2025, 394 013 droits à l'appréciation d'actions étaient en cours (414 407 pour 2024).

Régime d'unités d'actions différées

Le 7 mai 2014, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées, qui permet à la Société d'attribuer des unités d'actions fictives à des administrateurs et à des membres de la direction et employés clés désignés par le conseil, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder des personnes possédant la meilleure combinaison de compétences et d'expérience pour siéger au conseil d'administration de la Société ou pour intégrer l'équipe de direction. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les unités d'actions différées s'acquièrent en totalité à leur date d'attribution et sont payables au comptant à la date à laquelle l'administrateur cesse d'occuper ses fonctions ou à la date de cessation d'emploi du dirigeant ou de l'employé. Le montant versé au comptant est égal au cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de paiement des unités d'actions différées.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a attribué 77 091 unités d'actions différées (96 191 pour 2024) et n'en a réglé aucune (465 969 pour 2024). Au 31 décembre 2025, 1 566 857 unités d'actions différées étaient en cours (1 489 766 pour 2024).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2025 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société (collectivement les « titulaires d'options »), et un an après le décès, le départ à la retraite ou le début de l'invalidité permanente du titulaire d'options, selon le cas, ou avant l'expiration de l'option, selon le premier de ces événements à survenir.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en cours :

	2025		2024	
	Nombre d'options	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$ CA		$ CA
En cours au début de l'exercice	**1 166 705**	**1,99**	1 365 162	1,90
Attribuées	**68 219**	**6,85**	139 620	4,47
Exercées	**(31 250)**	**2,81**	(338 077)	2,63
Annulées par déchéance	**(18 750)**	**4,38**	-	-
En cours à la fin de l'exercice	**1 184 924**	**2,21**	1 166 705	1,99
Exerçables à la fin de l'exercice	**767 142**	**1,72**	523 013	1,64

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours au 31 décembre 2025 :

		Nombre d'options		Durée contractuelle moyenne pondérée à courir
	Prix d'exercice	Exerçables	En cours	
	$ CA			(en années)
Mai 2027	3,38	12 053	12 053	1,36
Décembre 2027	2,42	125 000	125 000	1,92
Mars 2028	2,27	18 243	36 485	2,18
Mai 2028	1,23	525 000	700 000	2,38
Février 2029	2,74	58 191	128 547	3,15
Mars 2030	4,38	23 655	94 620	4,16
Mai 2030	5,00	5 000	20 000	4,35
Février 2031	6,85	-	68 219	5,16
		767 142	1 184 924	2,74

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue, et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque.

Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs moyennes à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 :

	2025	2024
Volatilité prévue du cours de l'action	**52,2 %**	56 %
Dividende	**Aucun**	Aucun
Taux d'intérêt sans risque	**2,55 %**	3,68 %
Durée de vie prévue de l'option	**4 ans**	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	**2,94 $ CA**	2,09 $ CA

Le tableau qui suit présente (le recouvrement) la charge au titre de la rémunération à base d'actions comptabilisé(e) à l'état du résultat net consolidé pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 :

Charge	**2025**	2024
	$	$
Unités d'actions restreintes	**2 322**	935
Droits à l'appréciation d'actions	**2 525**	1 382
Unités d'actions différées	**12 312**	4 643
Options sur actions	**163**	229
Swap sur rendement total (note 18)	**(18 751)**	(6 283)
Total	**(1 429)**	906

Les montants suivants ont été comptabilisés :

Passif	**2025**	2024
	$	$
Unités d'actions restreintes	**3 064**	1 084
Droits à l'appréciation d'actions	**3 459**	1 088
Unités d'actions différées	**20 257**	7 511
Total	**26 780**	9 683
Valeur intrinsèque des unités dont les droits étaient acquis	**23 011**	7 592

24. Engagements et éventualités

Engagements

Au 31 décembre 2025, dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 279 $ (190 $ en 2024).

Éventualités

Dans le cours normal des affaires, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

25. Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des transactions avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont réglés en trésorerie.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services à titre de membres du personnel sont présentées ci-après :

	2025	2024
	$	$
Salaires	**3 435**	2 785
Rémunération à base d'actions et autres (note 23)	**16 376**	6 642
Total	**19 811**	9 427

26. Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximisant le rendement.

a) Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellées en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change liées à ses activités libellées en dollars américains (monnaie fonctionnelle) au 31 décembre 2025 :

						2025
	$ CA	**Euro**	**Livre sterling**	**HKD**	**MYR**	**Autre**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Trésorerie	**1 012**	**4 719**	**77**	**26**	**55**	**10**
Créances	**1 408**	**6 687**	**-**	**-**	**1**	**-**
Actifs financiers dérivés	**19 593**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres actifs courants	**-**	**2 200**	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres actifs non courants	**-**	**515**	**-**	**-**	**-**	**-**
Dettes fournisseurs et charges à payer	**(34 762)**	**(10 195)**	**(322)**	**(195)**	**(175)**	**(92)**
Dette à long terme	**(4 337)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Obligations locatives	**(7 893)**	**(474)**	**-**	**(69)**	**-**	**-**
Actifs (passifs) financiers nets	**(24 979)**	**3 452**	**(245)**	**(238)**	**(119)**	**(82)**

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2025 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	$	$	$	$	$	$
Raffermissement de 5 %	**(1 249)**	**173**	**(12)**	**(12)**	**(6)**	**(4)**
Affaiblissement de 5 %	**1 249**	**(173)**	**12**	**12**	**6**	**4**

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 6 548 $ et 305 $, pour une position nette de 6 243 $. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 312 $ du résultat avant impôt sur le résultat.

À l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2025, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 905 $ sur le résultat avant impôt de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2025.

c) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent du fait des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Le tableau qui suit présente les créances clients en souffrance :

	2025	2024
	$	$
Non en souffrance	**40 070**	34 877
En souffrance depuis plus de 30 jours	**197**	430
En souffrance depuis plus de 60 jours	**1 171**	103
Valeur comptable brute	**41 438**	35 410
Correction de valeur pour pertes	**(34)**	(28)
Total des créances clients	**41 404**	35 382

Au cours de l'exercice 2025, une correction de valeur pour pertes de 6 $ a été comptabilisée en charges (2 $ pour l'exercice 2024). La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Les montants imputés au compte de correction de valeur pour pertes sont habituellement sortis lorsqu'on ne s'attend raisonnablement pas à les recouvrer.

Les contreparties aux instruments financiers peuvent également exposer la Société à des pertes de crédit si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Les contreparties de la Société pour ses dérivés et opérations de trésorerie se limitent à des institutions financières de qualité de crédit supérieure, qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des institutions et la cote de crédit accordée par des agences de notation externes. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2025.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2025 :

							2025
	Valeur comptable	**1 an**	**2 ans**	**3 ans**	**4 ans**	**5 ans et plus**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Dettes fournisseurs et charges à payer	**79 096**	**79 096**	**-**	**-**	**-**	**-**	**79 096**
Dette à long terme	**109 837**	**7 561**	**7 597**	**20 985**	**92 494**	**1 155**	**129 792**
Obligations locatives	**30 153**	**3 176**	**3 050**	**3 058**	**3 214**	**23 859**	**36 357**
Total	**219 086**	**89 833**	**10 647**	**24 043**	**95 708**	**25 014**	**245 245**

Les flux de trésorerie contractuels faisant l'objet de taux d'intérêt variables ou libellés en monnaie étrangère sont déterminés en fonction du cours au comptant en vigueur le 31 décembre 2025.

27. Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un rendement sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

La Société doit obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio dettes/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (comprenant la dette à long terme dans l'état de la situation financière consolidé) moins la trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, relativement aux obligations locatives est exclue du calcul.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, les ratios dettes/capitaux propres se présentent comme suit :

	2025	2024
	$	$
Dette à long terme, y compris la partie courante	**109 837**	122 203
Total de la dette	**109 837**	122 203
Moins la trésorerie	**(59 573)**	(22 142)
Dette nette	**50 264**	100 061
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	**198 964**	139 018
Ratio dettes/capitaux propres	**25 %**	72 %

28. Charges, classées par nature

Les charges, classées par nature, se composent de ce qui suit :

	2025	2024
	$	$
Salaires	**66 228**	62 299
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	**11 841**	11 039
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	**2 683**	2 611
Amortissement des autres actifs (note 11)	**464**	248
Autres charges (produits), montant net		
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 9)	**2 845**	3 141
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions (note 23)	**(1 429)**	906
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles[1]	**15**	(2 066)
Perte à la réévaluation d'un instrument financier (note 11)	**1 313**	1 000
Dépréciation des actifs non courants (notes 7 et 9)	**475**	2 706
Frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt[2]	**4 614**	4 307
(Produits) coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net[3]	**(969)**	1 790
Coûts de mise en place du système ERP[4]	**1 245**	-
Autres produits	**(101)**	(170)

1) En 2024, la Société a comptabilisé un profit de 2 089 $ découlant de la vente de matériel de production inutilisé du secteur Matériaux de haute performance à la suite de sa décision de passer à du matériel de plus grande capacité.

2) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les frais de recherche et de développement sont présentés déduction faite de crédits d'impôt d'un montant de 2 803 $ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 819 $ qu'il reste à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2025.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les frais de recherche et de développement sont présentés déduction faite de crédits d'impôt d'un montant de 1 824 $ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 1 488 $ qu'il reste à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2024.

3) En 2025, la Société a comptabilisé des produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, qui se composent principalement :
- de produits de 1 342 $ en lien avec des acomptes qui ne sont plus remboursables aux clients;
- de coûts de 373 $ en lien avec un changement à l'équipe de direction;

En 2024, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, qui se composent principalement :
- d'un montant de 437 $ au titre d'une provision en lien avec un acompte qui devra probablement être remboursé à un client;
- d'un montant de 346 $ en lien avec un changement à l'équipe de direction;
- d'une charge de 162 $ liée à l'externalisation du service de comptabilité et de contrôle d'une filiale;
- de coûts de 845 $ liés à la fermeture de sites en Asie.

4) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, des coûts de 1 245 $ associés à la mise en place d'un système ERP ont été engagés aux installations de Montréal.

Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N+ se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs Computershare inc.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand Montréal (Québec)
Canada H4R 2B4

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
5N Plus inc.
4385, rue Garand Montréal (Québec)
Canada H4R 2B4
T : 514-856-0644
invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

Investor Relations
5N Plus Inc.
4385 Garand Street, Montréal, Quebec H4R 2B4

Also available at www.5nplus.com

Photo du satellite sur la couverture
Crédit : Eutelsat/Toys

Imprimé sur du papier
fait de fibres recyclées à 100 %

5N Plus inc.

4385, rue Garand
Montréal (Québec) Canada
H4R 2B4

www.5nplus.com